

Plan d'action en matière de CESP 2016-2024 pour le Secrétariat Ramsar

Action requise :

Le Comité permanent est invité à examiner et approuver le Plan d'action en matière de CESP 2016-2024.

Généralités

1. Un projet de consultation *Plan d'action en matière de Communication/CESP 2016-2021 pour le Secrétariat Ramsar* a été présenté à la 49^e Réunion du Comité permanent et plusieurs Parties présentes ont fait des commentaires sur la poursuite de son élaboration et demandé qu'il soit soumis à nouveau au Comité permanent pour plus ample examen.¹
2. À la 12^e Session de la Conférence des Parties contractantes (COP12), le Secrétaire général a indiqué que le projet de Plan d'action en matière de CESP avait été présenté à la 49^e Réunion du Comité permanent, serait peaufiné et présenté à nouveau au Comité permanent pour approbation.
3. Le Plan d'action qui figure en annexe a été modifié, conformément aux commentaires reçus à la 49^e Réunion du Comité permanent et mis à jour pour tenir compte du 4^e Plan stratégique pour 2016-2024 approuvé dans la Résolution XII.2 et le Programme de CESP pour la même période approuvé dans la Résolution XII.9.

Vue d'ensemble du Plan d'action en matière de CESP

4. Le Plan d'action en matière de CESP présente un cadre unifié pour toutes les actions prévues en matière de communication et d'activités de CESP (communication, renforcement des capacités, éducation, sensibilisation et participation) menées par le Secrétariat Ramsar.
5. Soucieux de combattre les tendances mondiales en termes de perte et de dégradation des zones humides, le 4^e Plan stratégique de la Convention de Ramsar privilégiera quatre buts généraux pendant la période 2016-2024 :
 - But stratégique 1 : S'attaquer aux moteurs de la perte et de la dégradation des zones humides
 - But stratégique 2 : Conserver et gérer efficacement le réseau de Sites Ramsar
 - But stratégique 3 : Utiliser toutes les zones humides de façon rationnelle
 - But opérationnel 4 : Améliorer la mise en œuvre
6. Ces quatre buts et les 19 objectifs qui les sous-tendent constituent la base de toutes les activités de communication, lesquelles visent à donner vie à la vision du Programme de CESP :

¹ Voir le rapport de la 49^e Réunion du Comité permanent, Point de l'ordre du jour 6, paragraphes 23 à 36, à l'adresse www.ramsar.org/sites/default/files/documents/library/sc49_report_decisions_f.pdf.

« L'action de la population en faveur la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides »

7. Le tableau général figurant dans la section III.9 montre comment toutes les activités de CESP appuient les buts et les objectifs du 4^e Plan stratégique Ramsar, et également comment chacune de ces activités correspond aux neuf buts de CESP et aux 43 objectifs qui les sous-tendent. Dans ce cadre, ce plan d'action donne également la liste des documents directifs scientifiques et techniques que le Secrétariat fournira afin de soutenir les domaines thématiques du GEST.

Annexe 1

Plan d'action en matière de CESP 2016-2024 pour le Secrétariat Ramsar Projet pour consultation

Table des matières générale

I. Contexte

1. Mission de la Convention de Ramsar
2. Plan stratégique Ramsar 2016-2024 : buts et objectifs
3. Vision et buts de CESP
4. Éventail de collaborateurs potentiels
5. Principaux moteurs de planification des activités de CESP

II. Stratégie de mise en œuvre

6. Groupes cibles
7. Messages clés
8. La pyramide du label Ramsar

III. Activités de CESP du Secrétariat Ramsar

9. Tableau général des activités de CESP
10. Description des activités de CESP
 - 10a. Identité et image de marque de l'organisation
 - 10b. Actions en ligne
 - 10c. Réseaux sociaux
 - 10d. Évènements
 - 10e. Activités en partenariat
 - 10f. Engagement de la presse
 - 10g. Publications
 - 10h. Renforcement des capacités

Annexe A : Buts et objectifs de CESP

Annexe B : Résultats de l'analyse SWOT

Annexe C : Collaborateurs potentiels

Annexe D : Représentation graphique des collaborateurs potentiels

Annexe E : Rapport du consultant sur l'examen stratégique de la communication du GEST

Annexe E1 : Lignes directrices proposées pour les auteurs

Annexe E2 : Thèmes proposés pour les Fiches techniques Ramsar

Annexe E3 : Représentation graphique des orientations du GEST de Ramsar

I. Contexte

1. Mission de la Convention de Ramsar

Le Plan stratégique 2016-2024 réaffirme la Mission de la Convention comme étant :

« La conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des actions locales et nationales et par la coopération internationale, en tant que contribution à la réalisation du développement durable dans le monde entier ».

« Pour accomplir cette Mission, il est essentiel que les fonctions et services écosystémiques vitaux que les zones humides fournissent aux populations et à la nature soient totalement reconnus, maintenus, restaurés et utilisés de façon rationnelle. »

Le Plan stratégique énonce une Vision claire :

« Les zones humides sont conservées, restaurées et utilisées de façon rationnelle et leurs avantages sont reconnus et appréciés de tous »

Pour accomplir cette Mission et donner vie à cette Vision, il est essentiel que les services écosystémiques vitaux, en particulier ceux qui sont liés à l'eau et ceux que les zones humides fournissent aux populations et à la nature grâce à leur infrastructure naturelle, soient totalement reconnus, maintenus, restaurés et utilisés de façon rationnelle.

2. Plan stratégique Ramsar 2016-2024 : Buts et objectifs

Pour contrecarrer la tendance générale, au niveau mondial, à la perte et à la dégradation des zones humides, la Convention de Ramsar concentrera son action sur quatre buts généraux uniquement, assortis de 19 objectifs, pendant la période 2016-2024. Dans le tableau de la section III.9 ci-après, les activités de CESP du Secrétariat sont référencées par rapport aux buts et objectifs du Plan stratégique :

But stratégique 1 : S'attaquer aux moteurs de la perte et de la dégradation des zones humides

Les effets anthropiques multiples sur les zones humides ne cessent de s'amplifier. Influencer sur les moteurs de la perte et de la dégradation des zones humides et intégrer le rôle des valeurs (monétaires et non monétaires) des zones humides dans la planification et la prise de décisions exige la mise au point d'une méthodologie permettant d'évaluer les ressources et les avantages écosystémiques des zones humides afin que leurs fonctions et avantages environnementaux divers soient bien compris par toute la société. Les Parties contractantes, le Secrétariat, les initiatives régionales Ramsar et les OIP renforceront leur engagement avec les acteurs pertinents pour atténuer les menaces, influencer sur les tendances, restaurer les zones humides et communiquer les bonnes pratiques.

Objectif 1 : Les avantages des zones humides figurent dans les politiques / stratégies et plans nationaux et locaux relatifs à des secteurs clés tels que l'eau, l'énergie, les mines, l'agriculture, le tourisme, le développement urbain, l'infrastructure, l'industrie, la foresterie, l'aquaculture et la pêche aux niveaux national et local.

- Objectif 2 : L'eau est utilisée dans le respect des besoins des écosystèmes de zones humides afin qu'ils puissent remplir leurs fonctions et fournir des services à l'échelle qui convient, notamment au niveau d'un bassin versant ou le long d'une zone côtière.
- Objectif 3 : Les secteurs public et privé ont redoublé d'efforts pour appliquer des directives et bonnes pratiques d'utilisation rationnelle de l'eau et des zones humides.
- Objectif 4 : Les espèces exotiques envahissantes et leurs voies d'introduction et de propagation sont identifiées et hiérarchisées, les espèces exotiques envahissantes prioritaires sont contrôlées et éradiquées et des mesures de gestion sont conçues et mises en œuvre pour empêcher l'introduction et l'établissement de ces espèces.

But stratégique 2 : Conserver et gérer efficacement le réseau de Sites Ramsar

Les Sites Ramsar constituent le plus grand réseau mondial de zones humides d'importance internationale officiellement reconnues, l'épine dorsale d'un réseau mondial plus vaste de zones humides. Les Parties doivent s'engager en faveur de la protection et de la gestion efficace des Sites Ramsar actuels et permettre la participation pleine et entière de différents acteurs, notamment les peuples autochtones et les communautés locales, ainsi qu'en faveur d'un rayonnement accru de la Convention en œuvrant constamment pour placer plus de sites et une plus grande superficie de zones humides sous l'égide de la Convention.

- Objectif 5 : Les caractéristiques écologiques des Sites Ramsar sont maintenues ou restaurées par une planification efficace et une gestion intégrée.
- Objectif 6 : Le réseau de Sites Ramsar s'accroît considérablement en termes de superficie, de nombre de sites inscrits et de connectivité écologique, en particulier par l'ajout de types de zones humides sous-représentés, y compris dans des écorégions sous-représentées, et de sites transfrontières.
- Objectif 7 : Les menaces pesant sur les sites dont les caractéristiques écologiques risquent de changer sont traitées.

But stratégique 3 : Utiliser toutes les zones humides de façon rationnelle

Pour garantir l'utilisation rationnelle de toutes les zones humides, il faut que les Parties contractantes se préoccupent aussi des zones humides qui n'appartiennent pas au réseau de Sites Ramsar. Ces efforts pourront être déployés aux niveaux national, infranational, régional et transfrontalier, y compris au niveau des bassins versants, et leur succès dépendra de la reconnaissance des fonctions, des services et avantages écosystémiques par un grand nombre de secteurs et une large gamme d'acteurs.

- Objectif 8 : Les inventaires nationaux des zones humides sont commencés, terminés ou mis à jour et diffusés et utilisés pour promouvoir la conservation et la gestion efficace de toutes les zones humides.
- Objectif 9 : L'utilisation rationnelle des zones humides est renforcée par la gestion intégrée des ressources à l'échelle qui convient, notamment celle d'un bassin versant ou le long d'une zone côtière.
- Objectif 10 : Les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des peuples autochtones et des communautés locales qui présentent un intérêt pour l'utilisation rationnelle des zones humides et l'utilisation coutumière durable des ressources des zones humides, sont documentées, respectées, soumises aux dispositions de la législation nationale et aux obligations internationales en vigueur, et sont pleinement intégrées et prises en compte dans le cadre de l'application de la Convention, avec la participation pleine et

effective des peuples autochtones et des communautés locales, à tous les niveaux pertinents.

Objectif 11 : Les fonctions, services et avantages des zones humides sont largement démontrés, documentés et diffusés.

Objectif 12 : Les zones humides dégradées sont en cours de restauration, la priorité étant donnée aux zones humides importantes pour la conservation de la biodiversité, la prévention des risques de catastrophes, les moyens d'existence et/ou l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements.

Objectif 13 : Les pratiques de secteurs clés, tels que l'eau, l'énergie, les mines, l'agriculture, le tourisme, le développement urbain, l'infrastructure, l'industrie, la foresterie, l'aquaculture et la pêche, touchant aux zones humides, sont plus durables et contribuent à la conservation de la biodiversité et aux moyens d'existence des êtres humains.

But opérationnel 4: Améliorer la mise en œuvre

Si l'on veut assurer la survie des zones humides et le succès de la Convention, il est vital que les Parties appliquent le Plan stratégique. Différentes approches permettront de renforcer la mise en œuvre des trois Buts stratégiques et, en fin de compte, de la Convention elle-même. Elles supposent que des mesures d'importance critique soient prises par les Parties elles-mêmes et en partenariat avec d'autres Parties et entités, en particulier pour ce qui est des avis et orientations scientifiques et techniques, de la mobilisation des ressources, de la sensibilisation du public, de la visibilité et du renforcement des capacités. Le Secrétariat Ramsar jouera aussi un rôle vital en améliorant la sensibilisation à la Convention et sa visibilité, ainsi qu'en mobilisant des ressources pour soutenir une mise en œuvre renforcée.

Objectif 14 : Des orientations scientifiques et des méthodologies techniques, aux niveaux mondial et régional, sont préparées sur différents sujets et mises à la disposition des décideurs et praticiens sous une forme et dans un langage appropriés.

Objectif 15 : Les initiatives régionales Ramsar, avec la participation et l'appui actifs des Parties de chaque région, sont renforcées et deviennent des outils efficaces, contribuant à l'application pleine et entière de la Convention.

Objectif 16 : La conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides sont connues de tous grâce à la communication, au renforcement des capacités, à l'éducation, la sensibilisation et la participation du public.

Objectif 17 : Des ressources financières et autres issues de toutes les sources sont mises à disposition en faveur d'une mise en œuvre effective du 4^e Plan stratégique Ramsar 2016-2024.

Objectif 18 : La coopération internationale est renforcée à tous les niveaux.

Objectif 19 : Le renforcement des capacités pour l'application de la Convention et du 4^e Plan stratégique Ramsar 2016-2024 est amélioré.

3. Vision et buts de CESP

Pour se rapprocher des Buts stratégiques définis, toutes les activités de communication, renforcement des capacités, éducation, sensibilisation et participation (CESP) visent à stimuler l'action. Ainsi, la vision qui sous-tend le Programme de CESP pour 2016-2024 est énoncée comme suit :

« L'action de la population en faveur de la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides »

Neuf buts de CESP déterminent comment les activités du Secrétariat contribueront à encourager les populations à agir. Ces buts et les objectifs qui les sous-tendent sont énoncés en détail à l'annexe A, et figurent également dans le tableau des activités de CESP décrites dans la section III.9 ci-après:

But 1

Mettre en place la structure d'encadrement qui sous-tendra l'application efficace du Programme en fournissant des mécanismes institutionnels et en créant et soutenant les réseaux pertinents.

But 2

Intégrer les processus de CESP, s'il y a lieu, à tous les niveaux dans l'élaboration des politiques, la planification et l'application de la Convention.

But 3

Soutenir les acteurs de la mise en œuvre des principes d'utilisation rationnelle, en particulier ceux qui jouent un rôle direct dans la gestion des sites.

But 4

Renforcer les capacités individuelles, institutionnelles et collectives de ceux qui sont directement responsables de la mise en œuvre de la Convention de Ramsar.

But 5

Créer des mécanismes et les soutenir pour garantir une participation pluriacteurs à la gestion des zones humides.

But 6

Mettre en œuvre des programmes, des projets et des campagnes ciblant divers secteurs de la société pour améliorer la sensibilisation, l'appréciation et la compréhension des zones humides et des services écosystémiques qu'elles offrent.

But 7

Reconnaître et soutenir le rôle des centres pour les zones humides et autres centres environnementaux en tant que catalyseurs et acteurs clés d'activités qui font progresser les objectifs de Ramsar.

But 8

Soutenir l'élaboration et la diffusion de matériel pédagogique renforçant la sensibilisation aux valeurs et services écosystémiques et à l'importance des zones humides, en vue d'une utilisation dans des contextes pédagogiques officiels, sur les Sites Ramsar et par tous les acteurs Ramsar.

But 9

Veiller à ce que les orientations et les informations fournies par le GEST soient élaborées en harmonie avec la résolution adoptée et en étroite collaboration avec le Programme de CESP et s'assurer de leur diffusion auprès des publics cibles à l'aide des moyens de communication les plus efficaces.

4. Éventail de collaborateurs potentiels

Ramsar essaie d'attirer l'attention et des fonds dans un contexte très compétitif où de nombreuses organisations se côtoient. Une liste détaillée des organisations les plus actives au niveau mondial dans le domaine des zones humides, de la biodiversité, de l'eau et de l'espace environnemental figure à l'annexe C. Par ailleurs, une représentation graphique des acteurs les plus pertinents pour Ramsar figure à l'annexe D.

Ces collaborateurs potentiels peuvent être divisés en plusieurs groupes – avec une présence transversale d'OIP – un noyau d'organisations qui contribuent déjà à la mise en œuvre de la Convention :

- Grandes organisations de l'ONU œuvrant en faveur du développement et du climat
- Conventions relatives à la biodiversité, à l'eau et à l'environnement
- Organisations et ONG relatives à la biodiversité
- Organisations et ONG relatives à l'eau

Le statut unique de Ramsar, une Convention qui porte tant sur des questions liées à l'eau, à la biodiversité, aux changements climatiques, aux moyens d'existence, à la prévention des risques de catastrophe qu'au bien-être, sera important dans le contexte des ODD de l'après-2015.

5. Principaux moteurs de planification des activités de CESP

Compte tenu de la mission générale de Ramsar, de son intention stratégique d'éliminer et d'inverser la tendance à la perte et à la dégradation des zones humides, de la nécessité de communiquer au monde l'importance des zones humides, du Programme de CESP et au vu de la pléthore de concurrents qui prétendent aussi à une collaboration, les considérations ci-dessous dictent la planification des activités de CESP :

- Les décideurs et les praticiens sont les deux groupes qui ont le meilleur potentiel d'action – et impact – sur l'utilisation rationnelle des zones humides. Ces groupes ont tous deux besoin de documents d'orientation spécifiquement adaptés à leurs besoins et publiés dans les trois langues de la Convention :
 - Les décideurs ont besoin d'informations spécifiques sur le type de politiques qui est efficace.
 - Les praticiens ont besoin de matériel (par ex. formations) plus efficace de renforcement des capacités, en donnant la priorité au niveau du site.
- Les avantages des zones humides sont toujours mal connus du grand public et ils doivent être exprimés de façon à captiver son imagination. Disposant d'un budget très limité pour agir, les jeunes âgés de 15-24 ans sont le meilleur point d'entrée.
 - La Journée mondiale des zones humides est l'évènement important qui peut s'avérer le plus utile pour encourager le grand public à agir en faveur des zones humides.

- La concurrence féroce pour la collaboration représente un défi mais elle a des avantages. Compte tenu de l'importance accrue accordée à l'eau dans les ODD, Ramsar peut faire valoir l'importance que revêt à ses yeux un éventail unique de questions relatives à l'eau, à la biodiversité, aux changements climatiques, aux moyens d'existence, à la prévention des risques de catastrophe et au bien-être, positionnant ainsi la Convention à la « source » réelle du développement durable.

II. Stratégie de mise en œuvre

6. Groupes cibles

Le Programme de CESP 2016-2024 donne la liste de 27 groupes à cibler grâce aux efforts de sensibilisation. Dans le contexte du nouveau Plan stratégique et du nouveau mode opératoire du GEST, deux groupes cibles primaires ont été identifiés pour bénéficier des orientations scientifiques et techniques de la Convention : les décideurs et les praticiens œuvrant dans les zones humides.

Cela confirme l'ordre de priorité établi par le personnel du Secrétariat lors d'un atelier qui s'est déroulé le 15 mai 2014, au cours duquel ces deux mêmes groupes ont été identifiés comme étant les plus importants pour influencer les résultats en faveur des zones humides, plus plusieurs autres groupes cibles secondaires :

Groupe cible primaire A : Décideurs

Pour la majorité des activités de sensibilisation menées par le Secrétariat Ramsar, ce groupe se compose des décideurs au niveau national qui ont réellement les moyens de définir la politique applicable aux zones humides, et des conseillers directs qui sont chargés de les renseigner. Dans des pays plus décentralisés, le groupe peut s'étendre jusqu'au niveau infranational ou même local. Globalement parlant, ce groupe a besoin de suggestions pragmatiques en matière de politiques, présentées sous une forme concise, reposant sur des arguments scientifiques et techniques solides, et d'exemples de réussite puisés dans la vie réelle sur la manière d'intégrer les considérations relatives aux zones humides dans les politiques.

Groupe cible primaire B : Administrateurs de zones humides

Ce groupe se compose des personnes responsables de la gestion quotidienne des zones humides et des sites protégés, de ceux qui les supervisent et des personnes qui jouent un rôle critique dans la mise en œuvre de la Convention sur le terrain : Correspondants nationaux, contacts de l'AA et OIP. Ce groupe aura généralement besoin de conseils et d'orientations plus spécifiques sur les actions les plus efficaces en termes de gestion des zones humides et des aires protégées, ainsi que d'études de cas portant sur des situations similaires, et de réponses à des questions spécifiques.

Groupe cible secondaire C : Partenaires du secteur privé – actuels et potentiels

En s'appuyant sur les partenariats en place avec Danone-Evian et Biosphere Connections de Star Alliance, cibler d'autres entreprises du secteur privé dans des secteurs en relation avec l'eau et les zones humides ou s'intéressant à ces problèmes : par ex. tourisme, extraction minière, agriculture, pêche et transformation alimentaire.

Groupe cible secondaire D : Particuliers fortunés/personnalités

Ce groupe se compose de particuliers fortunés et de personnalités qui portent un intérêt aux questions liées à l'environnement et aux zones humides, et qui peuvent jouer un rôle important de vecteur d'informations ou d'ambassadeurs en faveur de la Convention.

Groupe cible secondaire E : Grand public en privilégiant la jeunesse

Dans un contexte où les budgets de Ramsar sont extrêmement limités mais le désir de faire une différence à long terme est bien réel, il est approprié de cibler les jeunes âgés de 15-24 ans comme vecteurs d'informations pour atteindre un public plus large, ce qui est coïncide aussi avec le groupe cible primaire de Danone-Evian, parrains de la Journée mondiale des zones humides.

7. Messages clés

Messages de haut niveau

Au plus haut niveau, les cinq grands messages que doivent relayer toutes les activités de CESP menées par le Secrétariat pour soutenir les Buts du Plan stratégique Ramsar et le programme de CESP doivent porter sur :

- Les zones humides et les services qui leur sont associés, et leurs avantages pour l'humanité
- La perte de zones humides et la nécessité de s'attaquer de toute urgence à cette perte et dégradation
- Les meilleures pratiques et études de cas de politiques couronnées de succès en termes d'utilisation rationnelle des zones humides
- Les meilleures pratiques et échange d'expériences sur l'utilisation rationnelle des zones humides
- Que puis-je faire pour agir en faveur des zones humides ?

Orientations concernant les domaines thématiques du GEST

En termes d'orientations scientifiques et techniques spécifiques et de matériel de renforcement des capacités, cinq domaines thématiques ont été provisoirement proposés au GEST pour la période triennale 2016-18. La décision relative aux cinq domaines thématiques spécifiques agréés revient aux Parties et cette liste est présentée dans ce contexte afin d'étudier leurs impacts possibles. Elles portent la cote G1 à G5 pour simplifier la référence à ces domaines thématiques dans les Sections 10g et 10h :

G1 – Méthodologies relatives aux meilleures pratiques/outils de surveillance continue des Sites Ramsar, notamment études, cartographie et inventaires

G2 – Meilleures pratiques concernant l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion des aires protégées / Sites Ramsar

G3 – Méthodologies pour l'évaluation des biens et services procurés par les zones humides

G4 – Conciliation entre conservation et développement des zones humides – infrastructure, urbanisation et agriculture

G5 – Changements climatiques et zones humides : méthodologies de piégeage du carbone

Le But de CESP 9 prévoit que les documents d'orientation du GEST soient élaborés en collaboration étroite avec le Programme de CESP, et le Plan d'action en matière de CESP intègre tous les documents d'orientation prévus actuellement pour la prochaine période triennale, y compris toutes les Notes d'information Ramsar et Rapports techniques Ramsar, avec renvois pour indiquer quels sont les objectifs de CESP soutenus par chaque point. L'examen par un consultant des activités de communication du GEST pour déterminer comment améliorer l'efficacité des orientations scientifiques et techniques figure dans l'annexe E du présent document.

8. La pyramide du label Ramsar

Décrire les groupes cibles, les résultats, les messages, ainsi que la position et l'essence de ce que Ramsar se propose d'être dans le contexte des ODD de l'après-2015 :



III. Activités de CESP du Secrétariat Ramsar

La liste des activités de CESP menées par le Secrétariat Ramsar est présentée sous forme de tableau dans les trois pages qui suivent, à raison d'une activité par ligne. Le tableau comporte des renvois pour montrer comment chaque activité est alignée sur les Buts et Objectifs du 4^e Plan stratégique et quels sont, parmi les 43 objectifs de CESP, ceux que le Plan stratégique soutient (activités primaires en vert foncé, secondaires en vert clair).

Toutes les activités de CESP figurant sur ce tableau général sont expliquées en détail au paragraphe 10 de cette section.

10. Description des activités de CESP du Secrétariat Ramsar

Cette section décrit les mesures individuelles avec plus de détails qu'il n'est possible de le faire dans le tableau, et note les objectifs primaires pertinents de CESP que chaque activité a pour but de soutenir, indiquant si le financement doit provenir de sources administratives ou non.

10a. Identité et image de marque de l'organisation (fonds administratifs)

Il conviendrait de revoir l'identité de Ramsar, en portant une attention particulière à l'image de marque de l'organisation qui se positionne comme étant la « source du développement durable », ce qui s'inscrit aussi dans l'optique des objectifs de CESP 3.1 et 6.4. Cet examen devrait prendre en compte :

- le slogan Ramsar pour exprimer sa position
- une identité visuelle claire et constante qui inclut le site web plus
- un modèle de présentation Powerpoint
- les publications, la papeterie, la labellisation et la gestion des fichiers
- les lignes directrices relatives à la signalisation des centres d'accueil des visiteurs et des Sites Ramsar
- l'entreprise d'une révision du logo Ramsar
- la conception d'une mascotte qui pourrait être associée à la Convention

10b. Actions en ligne

Site web Ramsar (fonds administratifs)

Le site web Ramsar est la vitrine de la Convention pour le monde, et les objectifs 3.2, 6.2, 8.4 et 9.4 en sont la pierre angulaire. Le message principal à retenir des points figurant sur la page d'accueil doit systématiquement intégrer les cinq messages clés qui ont été définis :

- Les zones humides et les services qui leur sont associés, et leurs avantages pour l'humanité
- La perte de zones humides et la nécessité de s'attaquer de toute urgence à cette perte et dégradation
- Les meilleures pratiques et études de cas de politiques couronnées de succès en termes d'utilisation rationnelle des zones humides
- Les meilleures pratiques et l'échange d'expériences sur l'utilisation rationnelle des zones humides
- Que puis-je faire pour les zones humides ?

L'actualisation récente du site web en a considérablement amélioré l'aspect et le caractère, mais des améliorations doivent encore être apportées afin de :

- Répondre aux besoins en matière de recherche de données et d'améliorer l'accessibilité des documents
- Déplacer le système d'information sur les Sites Ramsar vers le site web principal de Ramsar
- Permettre aux « scientifiques citoyens » de contribuer, par ex. les visiteurs de sites peuvent baliser des Sites Ramsar spécifiques et ajouter des photos et d'autres données liées à l'histoire et à la culture locales. Les données s'en trouveraient enrichies en se fondant sur l'expérience de l'Allemagne, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède.

Conformément au But de CESP 9 et aux objectifs 9.1 à 9.4 qui le sous-tendent, le site web actuel de collaboration du GEST devrait être intégré au site web de Ramsar :

- Ajouter un menu Outils en haut de la page permettant d'avoir accès au contenu des orientations dans cet ordre :

- Notes d'information Ramsar
- Notes d'orientation Ramsar
- Rapports techniques Ramsar
- Webinaires Ramsar
- Manuels Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides (qui deviendront matériel de formation pour l'utilisation rationnelle)
- Fiches techniques Ramsar

L'aspect par défaut de chaque page est un onglet et une courte description par ordre de publication, la publication la plus récente étant en tête de liste; attacher rigoureusement tous les documents (titre, auteurs, thèmes, type) à la fonction recherche du site web

- Ajouter une fonction de collaboration pour le partage/l'examen des Notes d'orientation et des Rapports techniques Ramsar, semblable à la fonctionnalité de la page web du GEST.

Le financement par subvention Google devrait privilégier les mots de recherche clés liés aux zones humides, soutenant ainsi les objectifs de CESP 6.2 et 6.4.

Base de données photographiques (fonds administratifs)

L'objectif de CESP 6.3 mentionne la création de photothèques et autres outils. Il s'agit de créer une base de données comportant des photos accessibles au niveau interne avec une définition claire des droits d'utilisation acquis et des attributions de crédit demandés, indexés par lieu, nom du Site Ramsar (si applicable) et thème.

Base de données des contacts (fonds administratifs)

Conformément aux objectifs de CESP 1.4 et 1.5, créer une base de données unique pour faciliter la création de listes électroniques de correspondants et stimuler l'action sur le terrain. Cette base de données devrait comprendre et se diviser en :

- Contacts pour la communication et les activités de CESP
- Réseau de praticiens œuvrant dans les zones humides
- Parties et autres responsables de la mise en œuvre de la Convention, comme les AA Ramsar, les Correspondants nationaux, les Correspondants du GEST, les OIP
- Autres acteurs clés pour les zones humides

Bulletin trimestriel du SG (fonds administratifs)

Un e-bulletin trimestriel du Secrétaire général (SG) devrait être adressé personnellement aux décideurs de haut niveau et aux cadres supérieurs des OIP pour leur donner des informations d'initiés à jour sur des questions importantes et des événements récents en faveur du développement durable. Ces messages personnalisés adressés à des personnalités ont pour but de renforcer la visibilité de la Convention et de remettre la question des zones humides à l'ordre du jour international. Cette mesure soutient surtout les objectifs de CESP 2.3 et 6.1.

Vidéo sur les avantages des zones humides (fonds non administratifs)

Pour soutenir l'objectif de CESP 6.3, il conviendrait de tourner une courte vidéo (environ 3 minutes) à fort impact montrant l'importance vitale des zones humides pour l'humanité, les pertes alarmantes qu'elles subissent, et ce que tout un chacun peut faire à son niveau. Elle serait disponible sur le site web Ramsar et pourrait être utilisée sur les réseaux sociaux.

Soutien en ligne à la Journée mondiale des zones humides (fonds non administratifs)

Pour soutenir les objectifs de CESP 1.6 et 6.1, une page spéciale du site web à l'adresse www.worldwetlandsday.org sera consacrée particulièrement à la Journée mondiale des zones humides pour les années 2016-2018. Elle permettra :

- De participer au concours de photographie et de noter les photos de la galerie
- De télécharger des documents, pour les enseignants et les organisateurs
- De faire la promesse d’agir en faveur des zones humides

Parallèlement, un Doodle sur Google à l’occasion de la Journée mondiale des zones humides donnera une plus grande visibilité à l’évènement. Un soutien des réseaux sociaux (twitter, Instagram et Facebook) avec les hashtags Ramsar devrait diriger le trafic vers la page de la Journée mondiale des zones humides pour faire connaître le concours photo et sensibiliser le grand public à Ramsar.

10c. Réseaux sociaux (fonds administratifs)

Les réseaux sociaux sont un bon moyen d’atteindre les principaux groupes cibles de manière très personnelle, comme l’exige l’objectif de CESP 6.4. Pour communiquer efficacement sur les réseaux sociaux, les 5 messages clés de Ramsar doivent être transformés en slogans percutants qui éveillent l’intérêt, suscitent des commentaires et encouragent les lecteurs à les diffuser.

- Facebook : RamsarConventiononWetlands

Obtenir le maximum de « J’aime » et faire savoir pourquoi les zones humides sont vitales pour l’humanité.

- Twitter : RamsarConv

L’utiliser pour faire connaître les évènements en cours et réagir à des nouvelles spécifiques. Utiliser le compte twitter séparé du Secrétaire général pour des réactions à des conférences et manifestations internationales importantes.

- Instagram: ramsar_convention_on_wetlands

L’utiliser pour capter des images du concours de photographie à l’occasion de la Journée mondiale des zones humides et faire en sorte que le public apprécie davantage les zones humides, ainsi que les services et les avantages qu’elles apportent.

10d. Évènements

Journée mondiale des zones humides (fonds non administratifs)

Comme indiqué dans les objectifs de CESP 1.6 et 6.1, la Journée mondiale des zones humides est le principal évènement de sensibilisation du grand public à la Convention et elle est au cœur du partenariat avec Danone-Evian. Conformément à la définition du groupe cible Ramsar, les jeunes âgés de 15-24 sont privilégiés comme agents de transmission des informations à un public plus large. Les activités de cette Journée doivent viser à :

- Encourager les jeunes à mieux connaître les zones humides
- Permettre aux éducateurs et organisateurs d’avoir des arguments pour parler de l’importance des zones humides et des pertes alarmantes qu’elles subissent
- Donner l’occasion aux jeunes de franchir une étape supplémentaire sous forme d’engagements personnels et autres mesures

Élaborer une stratégie cohérente à long terme pour les années 2016-18 :

- Utiliser le positionnement de la marque Ramsar comme thème permanent pendant toute cette période : « **utilisation rationnelle des zones humides : la source du développement durable** ». Au sein de ce large thème, définir un sous-thème pour chaque année.
- Coordonner le thème de l’année avec le calendrier international des journées de sensibilisation en consultation avec d’autres acteurs jouant un rôle clé dans les secteurs de l’eau, de la biodiversité et de l’espace de durabilité, compte tenu des thèmes annuels des Nations Unies.

Les publications et les mesures de soutien en ligne et dans les réseaux sociaux à la Journée mondiale des zones humides sont mentionnées dans les sections respectives.

COP 12 et COP13 (fonds non administratifs)

Il convient de saisir l'occasion qu'offrent les sessions de la COP pour sensibiliser un public plus large aux problèmes des zones humides. Il faut inclure les éléments suivants dans la planification de chacune des COP :

- Les principaux orateurs sont issus du secteur privé, dans le meilleur des cas avec le soutien des médias
- Une exposition
- Un répertoire des événements parallèles
- Une cérémonie de remise de prix Ramsar

10e. Activités en partenariat (fonds non administratifs)

L'objectif de CESP 1.5 veut que l'on cultive les relations avec des organisations susceptibles de faire progresser la cause de Ramsar. Un éventail d'activités menées en partenariat sont conçues spécifiquement pour approfondir ces relations et mettre en place de nouvelles alliances plus productives :

Partenariat avec Danone-Evian

Ce partenariat a le pouvoir de mettre en valeur le message « source pure » dans toutes les activités conjointes afin d'intégrer le positionnement de Ramsar avec l'importance qu'Évian accorde à la pureté/l'équilibre. Il convient de renforcer cette coopération sur trois piliers :

- Le Site Ramsar de Pré-Curieux en tant que référence unique de pureté – le transformer en « super-site » grâce à une coordination au niveau de l'image de marque et des activités dans le bassin versant
- Le Prix Ramsar avec couverture Prix jeunesse
- La Journée mondiale des zones humides

Utiliser le modèle Évian dans d'autres établissements de production et d'économie de l'eau dans le monde, débouchant sur le paiement pour les services écosystémiques liés aux zones humides (par ex. Villavicenzio)

Partenariat Biosphere Connections avec Star Alliance

Tirer parti de toutes les possibilités qu'offre l'accord existant, notamment articles et publicité dans les magazines de bord, utiliser la vidéo Ramsar, et promouvoir le concours photo de la Journée mondiale des zones humides.

Partenariat avec l'UICN

Consolider la relation avec l'organisation hôte de Ramsar. Collaborer à l'étude IUCN, Perspectives sur le patrimoine mondial, en mettant en lumière les récits portant sur des Sites Ramsar qui ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, et expliquer comment les actions menées par Ramsar ont permis à des sites à haut risque de passer à la catégorie de sites à faible risque, et d'améliorer la gestion des sites.

Catégorie de sites « Super-league »

Pour les sites inscrits à Ramsar/UICN/UNESCO, élaborer un nouveau type d'inscription combinée « super-league » dotée de son propre logo et sa propre signalisation, et faire coïncider les mécanismes d'inscription et de gestion. Collaborer avec des pays comme la Corée et élaborer des activités ciblées pour mettre en lumière le profil de sites spécifiques.

Partenariat mondial pour la restauration des zones humides

Élaborer une alliance multilatérale d'acteurs des secteurs privé et public afin d'intégrer les efforts en cours et de s'assurer qu'ils privilégient les sites bénéficiant de la priorité la plus élevée. S'assurer que les travaux couronnés de succès se superposent et viennent soutenir la cible du Bonn Challenge. Promouvoir par l'intermédiaire du site web et d'un engagement médiatique.

Programme d'ambassadeurs culturels

Créer le rôle d'ambassadeurs culturels pour les zones humides : enrichir l'expérience et comprendre les Sites Ramsar d'importance internationale grâce à l'expression artistique. Enrichir la réserve d'informations sur chaque Site Ramsar en ajoutant photographies, peintures, sculptures ou articles pour compléter les données scientifiques.

10f. Engagement de la presse (fonds administratifs)

Stratégie de relations publiques

La collaboration avec les médias est au cœur de l'objectif de CESP 6.4. À cet effet, une stratégie générale de relations publiques sera élaborée; elle visera à positionner Ramsar au centre des questions liées à l'eau, à la biodiversité, au changement climatique, aux moyens d'existence, à la réduction des risques de catastrophe et au bien-être. Il s'agira, notamment de :

- Positionner le SG, le SG adjoint et les conseillers régionaux comme experts du développement durable sur les questions liées à l'eau et à la biodiversité; placer des interviews
- Faire une liste de contacts de presse dans des espaces de vente d'ouvrages sur l'eau, la biodiversité et le développement durable
- Établir des liens avec des publications influentes au niveau mondial (par ex. The Economist) et des correspondants connus travaillant sur des questions environnementales partout dans le monde
- Publier des communiqués de presse sur des événements et des faits importants

Dossiers pour les médias

Élaborer des dossiers d'information avec du matériel conçu pour être distribué aux médias, conformément à l'objectif de CESP 6.4.

Q&R pour le personnel

Préparer des séries de questions/réponses pour le personnel pour s'assurer que les réponses à des questions fréquentes sont cohérentes en toutes circonstances, notamment dans les sphères privées/sociales, afin de soutenir la collaboration avec les médias, comme indiqué dans l'objectif de CESP 6.4.

10g. Publications

Documentation pour la Journée mondiale des zones humides (fonds non administratifs)

Conformément aux objectifs de CESP 1.6 et 6.1 liés à la Journée mondiale des zones humides, produire un éventail de documents imprimés/électroniques pour soutenir cette Journée, notamment :

- Polycopiés en tant que matériel pédagogique, et mini-affiches
- Affiches pour faire connaître la Journée et les événements locaux
- Guide de l'enseignant/organisateur
- Présentation en PowerPoint pour les enseignants

Fiches techniques Ramsar (fonds administratifs)

L'objectif de CESP 9.1 recommande l'élaboration d'une série de Fiches techniques Ramsar couvrant des questions essentielles relatives aux zones humides. Cette mesure suit une série de 10 fiches imprimées des deux côtés publiée en 2010 couvrant les principaux services écosystémiques des zones humides.

Les quatre premières Fiches techniques Ramsar de la nouvelle série ont été publiées à la fin de 2014. Elles couvraient des grandes questions d'ordre public à traiter de toute urgence :

- Pourquoi cela me concerne-t-il ? (avantages de base des zones humides pour l'humanité)
- Bases de l'utilisation rationnelle sur les sites (gestion rationnelle)
- Disparition partout dans le monde (vitesse alarmante de perte des zones humides)
- Que puis-je faire ? (actions à entreprendre au niveau individuel)

Ces fiches sont des outils importants de vulgarisation et de sensibilisation pour cibler un public plus large. Les autres thèmes proposés sont regroupés par vagues, comme indiqué ci-dessous :

- Coraux
- Tourbières
- Indicateurs de biodiversité Birdlife

- Présentation de Ramsar /avantages liés à l'inscription des Sites
- Politiques régionales/nationales appliquées aux zones humides couronnées de succès
- Que peut faire 1 million de dollars pour les zones humides

- Avantages des zones humides : nappe phréatique/purification de l'eau
- Avantages des zones humides : lutte contre les inondations
- Avantages des zones humides : protection côtière

- Avantages des zones humides : loisirs/tourisme
- Avantages des zones humides : moyens d'existence
- Avantages des zones humides : approvisionnement alimentaire
- Avantages des zones humides : biodiversité

- Évaluation des zones humides (domaine thématique du GEST G3)
- Concilier conservation des zones humides urbaines et développement (domaine thématique du GEST G4)
- Concilier conservation des zones humides rurales et développement agricole (Domaine thématique du GEST G4)
- Piégeage/stockage du carbone dans les zones humides (Domaine thématique du GEST G5)

Il conviendra de produire des versions en PowerPoint de toutes les Fiches techniques Ramsar, si possible en combinant plusieurs thèmes dans une même présentation.

Des Fiches techniques sur d'autres thèmes pourront être publiées suite à des demandes directes et à des commentaires du GEST.

Notes d'information Ramsar (fonds administratifs)

L'objectif de CESP 9.2 indique qu'il convient de produire des Notes d'information Ramsar qui seront des documents pragmatiques et consultatifs ciblant soit les décideurs soit les praticiens œuvrant dans les zones humides. Un examen récent des communications du GEST comporte une proposition de présentation pour les Notes d'information, ainsi qu'une forme plus courte destinée aux décideurs.

Actuellement, les Notes d'information prévues d'ici à la fin de la période triennale actuelle sont :

- Notes d'information Ramsar : état des zones humides dans le monde
- Notes d'information Ramsar : espèces envahissantes
- Notes d'information Ramsar : REDD+ et zones humides, et changement climatique
- Notes d'information Ramsar : services écosystémiques

Pour la période triennale 2016-18, l'éventail ci-dessous de produits possibles est proposé pour entamer le processus de prises de décisions relatives aux prestations finales, compte tenu du fait que ces domaines thématiques sont issus du projet de résolution du GEST. Pour référence, sans préjuger du fait que ces produits seront approuvés, les domaines thématiques correspondant du GEST G1 à G4 sont indiqués entre parenthèses pour chacun des points d'orientation possibles :

- Note d'orientation Ramsar : étude/cartographie/inventaire/surveillance continue des zones humides (G1)
- Note d'information Ramsar pour praticien : étude/cartographie/inventaire (G1)
- Note d'information Ramsar pour praticien : surveillance continue des zones humides (G1)
- Note d'information Ramsar pour praticien : élaboration & mise en œuvre de plans de gestion des sites (G2)
- Note d'orientation Ramsar : évaluation des biens et services liés aux zones humides – général (G3)
- 8 Notes d'information Ramsar pour praticien sur l'évaluation des biens et services liés aux zones humides par type spécifique de zone humide (G3)
- Note d'orientation Ramsar : concilier développement – zones humides urbaines (G4)
- Note d'orientation Ramsar : concilier développement – rural/agriculture (G4)
- Note d'information Ramsar pour praticien : concilier développement – zones humides urbaines (G4)
- Note d'information Ramsar pour praticien : concilier développement – rural/agriculture (G4)
- Note d'orientation Ramsar : promouvoir les zones humides pour le piégeage/stockage du carbone (G5)
- Note d'information Ramsar pour praticien : piégeage/stockage du carbone (G5) par les zones humides : comment les favoriser

Rapports techniques Ramsar (fonds administratifs)

L'objectif de CESP 9.2 mentionne également la production de Rapports techniques Ramsar (RTR) pour fournir une justification scientifique lorsque la recherche fondamentale n'est pas disponible.

D'ici à la fin de la période triennale, un seul rapport technique Ramsar est prévu :

- Gestion des aires protégées (eau douce)

Pour la période triennale 2016-18, deux Rapports techniques Ramsar sont actuellement prévus, avec les domaines thématiques du GEST correspondants indiqués entre parenthèses:

- Version révisée, globale du RTR3 sur l'évaluation des zones humides (G3)
- Le comment/pourquoi du piégeage/stockage du carbone (G5)

Manuels Ramsar sur l'utilisation rationnelle (fonds administratifs)

L'objectif de CESP 9.3 signale la nécessité de réviser le contenu des Manuels sur l'utilisation rationnelle utilisés comme ressources pour les formations décrivant plus efficacement la gestion rationnelle des sites et les politiques efficaces. Par exemple, le contenu des Manuels actuels sur l'utilisation rationnelle est divisé par résolution et non pas par thème.

La proposition vise à créer une dizaine de dossiers de 10-15 pages chacun. Au total, ils pourraient former un manuel constitué des chapitres faciles d'accès sur chaque thème. Chaque module devrait également être disponible en Powerpoint.

Collection Ramsar (fonds non administratifs)

Afin de soutenir l'objectif de CESP 3.4 visant à promouvoir les Sites Ramsar et leurs avantages, la Collection Ramsar est une série de résumés attractifs d'une page portant sur chacun des sites Ramsar d'une région ou d'un pays particulier. La Collection Ramsar servira de modèle que d'autres régions et pays pourront adapter à leur propre réalité culturelle et régionale. Chaque page sur un Site Ramsar devrait comprendre les informations suivantes :

- Informations de base sur le Site lui-même et les alentours
- Animaux et plantes revêtant un intérêt particulier
- Manière dont le Site est géré et utilisé par les communautés locales
- Anecdotes d'intérêt humain démontrant comment Ramsar améliore la qualité de vie des habitants

Compilé dans un dossier de la Collection Ramsar pour un pays donné, cette publication aurait de multiples usages : matériel publicitaire en faveur de l'éco-tourisme, dépliants distribués pour information dans les centres d'accueil des visiteurs, hôtels et offices du tourisme.

Publication sur l' « Effet Ramsar » (fonds non administratifs)

Également dans le but de soutenir l'objectif de CESP 3.4, cette publication sur internet et sur papier permettrait de présenter une dizaine, par exemple, d'histoires illustrées portant sur une région telle que l'Afrique, montrant pourquoi Ramsar a une telle importance et est aussi utile aux Parties, en mettant en évidence :

- Le rôle spécifique de Ramsar pour faciliter des changements positifs
- Les meilleures pratiques de gestion rationnelle et/ou de restauration des zones humides
- Les exemples de problèmes typiques de développement résolu positivement
- L'intégration de parties prenantes comme facteur clé du succès

10h. Renforcement des capacités

Les ateliers et les webinaires sont deux formes de formation et de renforcement des capacités particulièrement économiques permettant de stimuler la mise en œuvre de la Convention pour soutenir ces objectifs. Le contenu est conçu en fonction des domaines thématiques du GEST, mais aussi de façon à soutenir le réseau de praticiens œuvrant dans les zones humides.

Ateliers régionaux (fonds non administratifs)

Les objectifs de CESP 4.3 et 4.4 prévoient la fourniture de ressources pour la formation en matière de gestion des zones humides et le renforcement des capacités au niveau régional. Compte tenu des domaines thématiques du GEST, quatre ateliers régionaux sont prévus dans le monde pour assurer la couverture mondiale. Ils sont conçus comme des activités de renforcement des capacités par « la formation des formateurs ». Ils sont accueillis par des organisations partenaires locales qui leur apportent un soutien logistique et ils se déroulent en anglais.

Les quatre thèmes traités par les ateliers sont conformes à quatre des cinq thèmes provisoires d'orientation du GEST notés entre parenthèses; une fois encore, ces thèmes sont conformes aux domaines thématiques et proposés aux Parties comme un scénario possible :

- Méthodologies pour l'étude/l'établissement de cartes/l'inventaire/la surveillance continue (G1)
- Élaboration & mise en œuvre de plans de gestion des sites de zones humides (G2)
- Évaluation des zones humides (G3)

- Concilier conservation et développement des zones humides – infrastructure, urbanisation et agriculture (G4)

Webinaires (fonds administratifs)

Les webinaires sont une autre forme de formation à fort impact potentiel. Ils constituent un moyen économique de donner une formation en renforcement des capacités à un large public en soutien à l'objectif de CESP 4.3. Il est proposé d'organiser trois webinaires (en anglais, espagnol et français) pour chacun des 6 sujets suivants, définis par les thèmes d'orientation possibles du GEST pour la période triennale 2016-18 notés entre parenthèses :

- Méthodologies pour l'étude/l'établissement de cartes/l'inventaire/la surveillance continue (G1)
- Élaboration & mise en œuvre de plans de gestion des sites de zones humides (G2)
- Évaluation des zones humides (G3)
- Évaluation des zones humides intérieures (G3)
- Concilier conservation et développement des zones humides – infrastructure, urbanisation et agriculture (G4)
- Concilier conservation et développement des zones humides – zones rurales et agriculture (G4)

Cours sur les zones humides (fonds non administratifs)

S'efforcer d'intégrer des experts et des documents Ramsar dans les cours de formation donnés par d'autres institutions comme les universités, les collèges, les enseignants donnant des cours à distance (par ex. les universités ouvertes, l'institut UNESCO-IHE d'enseignement supérieur spécialisé dans l'éducation relative à l'eau à Delft, le PNUE, l'UNITAR, l'UNESCO etc.)

Annexe A : Buts et objectifs de CESP

La vision générale qui sous-tend le Programme de CESP est énoncée comme suit :

L'action de la population en faveur de la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides.

Neuf buts de CESP et 43 objectifs constituent une base pour la liste d'activités de CESP mises en œuvre par le Secrétariat pour encourager les populations à agir. Ces buts et objectifs sont énoncés ci-dessous et figurent avec la numérotation correspondante sur le tableau des activités de CESP dans la section III.9 ci-dessus.

But 1

Mettre en place la structure d'encadrement qui sous-tendra l'application efficace du Programme en fournissant des mécanismes institutionnels et en créant et soutenant les réseaux pertinents.

Objectifs :

- 1.1 Des personnes compétentes pour occuper les fonctions de Correspondants nationaux CESP gouvernementaux et ONG (voir la Résolution XII.9, Appendice 2) sont nommées par les Parties contractantes et leur identité communiquée au Secrétariat Ramsar.
- 1.2 Des Comités nationaux Ramsar/Comités nationaux pour les zones humides sont créés afin d'œuvrer avec les institutions et ministères compétents à l'intégration des zones humides et des services écosystémiques qu'elles procurent.
- 1.3 Les Correspondants nationaux (AA, CESP et GEST) font partie des membres des Comités nationaux Ramsar/Comités nationaux pour les zones humides là où ces Comités existent.
- 1.4 Des réseaux de messagerie électronique sont créés et encouragés aux niveaux national et mondial pour relier et soutenir les Autorités administratives, les Correspondants nationaux, les Administrateurs de sites et d'autres acteurs participant à la mise en œuvre de la Convention.
- 1.5 Des liens sont créés et entretenus avec les organisations susceptibles d'apporter leur soutien à la Convention grâce à leur savoir-faire, leurs connaissances traditionnelles, leurs ressources humaines ou des financements établis et encouragés.
- 1.6 L'efficacité des stratégies, notamment en ce qui concerne l'élaboration et la diffusion de supports pédagogiques sur les zones humides et leur gestion, et la réussite des campagnes menées lors de la Journée mondiale des zones humides sont évaluées.

But 2

Intégrer les processus de CESP, s'il y a lieu, à tous les niveaux dans l'élaboration des politiques, la planification et l'application de la Convention.

Objectifs :

- 2.1 Les compétences en matière de CESP sont mises à profit par les organes de la Convention, y compris le Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST) et le Comité permanent, pour élaborer des orientations.

- 2.2 Des plans de communication (CESP) sur les zones humides sont élaborés au niveau qui convient par les Parties (niveau national, bassin ou site) pour soutenir les acteurs en charge de la mise en œuvre de la Convention.
- 2.3 S'il y a eu lieu, des activités de CESP sur les zones humides sont intégrées dans les politiques et plans nationaux concernant les zones humides.

But 3

Soutenir les acteurs de la mise en œuvre des principes d'utilisation rationnelle, en particulier ceux qui jouent un rôle direct dans la gestion des sites.

Objectifs :

- 3.1 Le Plan stratégique 2016-2024 adopté par la COP12 est diffusé et promu.
- 3.2 Des documents d'orientation adaptés sont conçus à l'usage des Sites Ramsar, d'autres zones humides et de réseaux sur les zones humides afin de soutenir et d'encourager l'utilisation rationnelle des zones humides.
- 3.3 Des sites web, notamment celui de la Convention, sont améliorés pour répondre aux attentes et servir de plate-forme utile pour le partage des informations et des ressources, y compris pour l'échange d'informations et de données d'expérience entre Correspondants nationaux CESP.
- 3.4 Des Sites Ramsar et d'autres zones humides sont célébrés en tant que « sites pilotes » pour l'application du principe d'utilisation rationnelle et sont correctement équipés en termes de capacités, de signalisation et de panneaux explicatifs.
- 3.5 Le Secrétariat est prié de partager des témoignages sur la CESP pour illustrer comment l'intégration d'activités de CESP peut améliorer la gestion des zones humides.
- 3.6 La collaboration en matière de CESP avec d'autres Conventions, les OIP de la Convention de Ramsar, d'autres ONG, les organismes des Nations Unies et d'autres est garantie grâce à l'échange de données d'expérience et à la promotion de synergies.

But 4

Renforcer les capacités individuelles, institutionnelles et collectives de ceux qui sont directement responsables de la mise en œuvre de la Convention de Ramsar.

Objectifs :

- 4.1 Les administrateurs de sites sont incités à intégrer la communication, l'éducation la sensibilisation et la participation dans leurs plans de gestion.
- 4.2 Les capacités et les besoins actuels des Administrateurs de sites et des Correspondants nationaux sont évalués et les résultats utilisés pour définir les priorités en termes de formation et de renforcement des capacités aux niveaux national et régional.
- 4.3 Des ressources sont mises à disposition pour élaborer des outils de formation et de renforcement des capacités en matière de gestion des zones humides et répondre aux besoins prioritaires recensés sous le point 4.2.

- 4.4 La création d'un réseau de Centres régionaux Ramsar se conformant aux normes établies (par exemple en ce qui concerne l'examen de documents par des pairs) est encouragée pour renforcer les capacités des Administrateurs de sites, des Correspondants nationaux et d'autres acteurs concernés.
- 4.5 Des partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur et d'autres organisations compétentes sont établis pour appuyer l'élaboration et la diffusion d'outils et de programmes de formation et de renforcement des capacités en matière de gestion des zones humides.
- 4.6 Des plans stratégiques nationaux sont encouragés pour renforcer les capacités techniques et de gestion des autorités locales de tenir compte des avantages et services environnementaux des zones humides dans les stratégies de développement aux niveaux local et régional.

But 5

Créer des mécanismes et les soutenir pour garantir une participation pluriacteurs à la gestion des zones humides.

Objectifs :

- 5.1 Les Administrateurs de sites et d'autres font de la participation de grands acteurs un dispositif efficace pour la sélection des Sites Ramsar et la gestion de toutes les zones humides, y compris au niveau des bassins.
- 5.2 La participation à la gestion des zones humides de groupes d'acteurs entretenant des liens culturels, spirituels, coutumiers, traditionnels, historiques ou socioéconomiques avec les zones humides ou celle de communautés tributaires des zones humides pour assurer leur subsistance est prioritaire.
- 5.3 L'utilisation des systèmes de pratiques et connaissances traditionnelles incarnant la gestion culturelle appropriée des zones humides par les peuples autochtones et les communautés locales est retrouvée, renforcée et encouragée.
- 5.4 La participation des communautés à la gestion des zones humides est favorisée par le biais de programmes de volontariat à l'appui de la réalisation des objectifs de gestion.
- 5.5 Des relations avec le secteur privé sont nouées et consolidées, y compris avec des secteurs non traditionnels et des secteurs dont les activités ont une forte incidence sur l'utilisation rationnelle des zones humides.

But 6

Mettre en œuvre des programmes, des projets et des campagnes ciblant divers secteurs de la société pour améliorer la sensibilisation, l'appréciation et la compréhension des zones humides et des services écosystémiques qu'elles offrent.

Objectifs :

- 6.1 Des programmes, des projets et des campagnes de grande envergure, y compris la Journée mondiale des zones humides, sont lancés avec différents partenaires pour améliorer la sensibilisation, favoriser l'adhésion des communautés et encourager des approches et des

attitudes saines vis-à-vis de la gestion des zones humides, en particulier par le recours aux réseaux sociaux.

- 6.2 La sensibilisation à la valeur marchande et non marchande des zones humides et des services écosystémiques qu'elles procurent est renforcée pour faire mieux comprendre les avantages qu'elles fournissent.
- 6.3 Des photothèques, des vidéos de promotion et d'autres outils similaires sont élaborés et/ou actualisés pour améliorer la sensibilisation et faire mieux apprécier les valeurs des zones humides et les services écosystémiques qu'elles offrent.
- 6.4 Une collaboration avec les médias, y compris les médias sociaux, est mise en place pour promouvoir la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et la reconnaissance des services écosystémiques qu'elles offrent auprès des décideurs, des principaux utilisateurs des zones humides et du grand public.

But 7

Reconnaître et soutenir le rôle des centres pour les zones humides et autres centres environnementaux en tant que catalyseurs et acteurs clés d'activités qui font progresser les objectifs de Ramsar.

Objectifs :

- 7.1 Des Centres d'interprétation/éducation aux zones humides ou Centres d'accueil des visiteurs et structures semblables sont créés dans tous les pays, sous réserve des ressources disponibles.
- 7.2 Les Correspondants nationaux CESP communiquent directement avec les Centres d'éducation aux zones humides/Centres d'accueil des visiteurs pour les aider à diffuser les messages Ramsar.
- 7.3 Les Centres d'éducation aux zones humides/Centres d'accueil des visiteurs sont reliés à l'échelle nationale et internationale grâce à des mécanismes mondiaux et des compétences en CESP au niveau national, pour partager des données d'expérience et des ressources, par exemple dans le cadre du programme Wetland Link International (WLI) du Wildfowl and Wetlands Trust (WWT) au Royaume-Uni et d'autres initiatives.
- 7.4 Des partenariats sont établis avec d'autres centres d'éducation susceptibles de jouer un rôle dans la promotion des zones humides et des objectifs de Ramsar.
- 7.5 Une base de données complète sur les Centres d'éducation aux zones humides, gérée par le biais du programme Wetland Link International (WLI), est créée. Les Parties contractantes sont encouragées à fournir des informations sur les centres pour les zones humides dans le cadre de leurs rapports nationaux.

But 8

Soutenir l'élaboration et la diffusion de matériel pédagogique renforçant la sensibilisation aux valeurs et services écosystémiques et à l'importance des zones humides, en vue d'une utilisation dans des contextes pédagogiques officiels, sur les Sites Ramsar et par tous les acteurs Ramsar.

Objectifs :

- 8.1 Des supports pédagogiques renforçant la sensibilisation aux valeurs des zones humides et à leurs services écosystémiques sont conçus, présentés et diffusés auprès des publics cibles concernés.
- 8.2 Des établissements d'enseignement supérieur, notamment ceux proposant des programmes sur l'eau et les zones humides, participent à l'élaboration de supports pédagogiques précis sur les zones humides.
- 8.3 Les connaissances et les pratiques culturelles et traditionnelles relatives aux zones humides sont intégrées dans les supports pédagogiques sur les zones humides.
- 8.4 Les messages clés relatifs aux zones humides et aux services écosystémiques qu'elles procurent font l'objet d'un examen régulier dans le cadre d'échanges et de retours d'expérience impliquant tous les acteurs Ramsar.

But 9

Veiller à ce que les orientations et les informations fournies par le GEST soient élaborées en harmonie avec la résolution adoptée et en étroite collaboration avec le Programme de CESP et s'assurer de leur diffusion auprès des publics cibles à l'aide des moyens de communication les plus efficaces.

Objectifs :

- 9.1 Un ensemble de Fiches techniques axées sur de grands enjeux précis et prédéfinis est élaboré pour servir d'outil essentiel de sensibilisation.
- 9.2 Des Notes d'information Ramsar et Rapports techniques Ramsar sont élaborés et diffusés en tant que documents de travail consultatifs concrets destinés aux décideurs et praticiens des zones humides, pour assurer la cohérence de l'image de marque Ramsar.
- 9.3 Le contenu des Manuels Ramsar pour l'utilisation rationnelle est remanié pour en faire des supports de formation synthétiques sur la gestion des sites pour l'utilisation rationnelle et l'élaboration efficace de politiques.
- 9.4 Le site web actuel du GEST est intégré au site web Ramsar.

Annexe B : Résultats de l'analyse SWOT

réalisée lors d'un atelier organisé par le Secrétariat le 15 mai 2014

Points forts

Cerveaux

Personnel engagé, passionné par son travail
Diversité, expérience, aptitudes et compétences du personnel
40 ans d'expérience et de savoir

Large réseau

Grande convention – 168 Parties
Présence sur le terrain d'un réseau mondial
2 181 Sites Ramsar, nombre en progression

Concentration sur un problème unique

Thème clé et de développement universel
Problème de l'eau d'importance vitale
Approche souple applicable à diverses situations

Engagement

De nombreux membres passionnés
Les partenaires font preuve d'engagement
Les gouvernements sont engagés directement

Organisation solide

Structure claire de la Convention
Approche intersectorielle, favorisant l'intégration
Structure de gouvernance vigoureuse
Prise de décisions par consensus
Excellentes lignes directrices techniques

Faiblesses

Budget et capacités limités

Plan stratégique trop ambitieux
Petit secrétariat chargé de tâches multiples
Priorités pas toujours claires
Impression que les efforts sont dispersés

Absence de visibilité

Très faible reconnaissance de la part du grand public
Pas de message clair

Niveaux d'engagement peu clairs

Les représentants du gouvernement changent
Manque d'engagement de la part des Parties
Convention mise en œuvre sur la base d'un consensus « mou »
Absence de données sur les sites
Juste une autre convention adoptée par le gouvernement
Les lignes directrices ne sont souvent pas suivies d'application

Manque de dynamisme

Rapports aux gouvernements

Lente à réagir; peu agile ou ouverte au changement

Laisse passer des chances d'avoir une influence

Ne se rapproche pas des secteurs appropriés

Trop de langues donnant lieu à des malentendus sur l'interprétation

Possibilités

Changements au niveau de l'organisation

Nouvelle équipe, stratégie plus claire

Différentiation/rôle clair pour Ramsar

Meilleure visibilité

Ordre de priorité des groupes cibles, résultats

Messages clairs pour produire des résultats

Engagement du public via les Sites Ramsar

Questions liées à l'eau bénéficient d'une priorité plus élevée

Potentiellement un OMD/ODD

Exploiter les tendances mondiales en matière de politique de l'env.

Exercer une influence sur les politiques nationales

Amélioration de la mise en œuvre

Communiquer à haut niveau avec les gouvernements

Renforcer l'efficacité des Correspondants nationaux

Travail en équipe renforcé entre les régions/thèmes

Renforcer l'appui des ONG dans les pays

Activités en partenariat plus nombreuses

Liens plus forts avec d'autres organisations et secteurs industriels

Partenariats en faveur de l'eau qui attirent l'attention

Collecte de fonds

Potentiel du secteur privé (RSE et profit)

Forger un lien vigoureux avec le tourisme

Menaces

Méga menaces au niveau mondial

La perte actuelle de zones humides dépasse la capacité de les conserver

Croissance de la population mondiale et demande accrue d'eau qu'elle entraîne

Les gains à court terme semblent plus importants que la viabilité à long terme

Manque de sensibilisation aux zones humides

Manque de connaissances largement diffusées sur les avantages écosystémiques, donc les zones humides ne sont pas valorisées

Relâchement de la volonté politique

Indifférence de plusieurs Parties

Les zones humides ont perdu du terrain dans la liste des priorités mondiales
Des demandes de plus en plus fortes pèsent sur Ramsar sans ressources financières et humaines adéquates

Autres organisations

Espace de conservation de la biodiversité encombré

Plusieurs organisations partagent des objectifs similaires

Plusieurs ont davantage de ressources et semblent plus importantes aux yeux des clients

Annexe C : Collaborateurs potentiels

Nom	Site web	Description	Type	Mission	Budget	Financé par	Structure
UICN	www.iucn.org	L'Union internationale pour la conservation de la nature est l'organisation mondiale de protection de l'environnement la plus ancienne et la plus grande du monde. Fort chevauchement et organisation-hôte de Ramsar	OIP : Réseau de gouvernements, ONG et experts scientifiques	La conservation de la biodiversité est au centre de la mission de l'UICN; démontrer que la biodiversité joue un rôle fondamental pour faire face aux plus grands défis de la planète tels que le changement climatique, le développement durable et la sécurité	\$ 101 millions; dont \$ 17 millions pour le Secrétariat en 2012	Financé par les gouvernements, les organismes bilatéraux et multilatéraux, les fondations, les organisations et entreprises membres	1000 membres du personnel dans 45 bureaux et des centaines de partenaires dans les secteurs public, des ONG et privé de par le monde; siège à Gland, Suisse
BirdLife International	www.birdlife.org	Le plus grand partenariat du monde de conservation de nature regroupant 120 ONG de protection des oiseaux (Audubon Society etc.) représentant 2,77 millions de membres et 10,8 millions de personnes qui ont soutenu BirdLife Partners en 2012. Birdlife Partners gère ou possède 1553 réserves ou aires protégées couvrant 4,3 millions d'ha d'aires naturelles de par le monde. Chevauchement important au niveau du contenu; conseil d'administration dynamique avec la reine Noor de Jordanie	OIP: Partenariat d'ONG	La conservation des oiseaux, de leurs habitats et de la biodiversité dans le monde, en travaillant de concert avec la population en faveur de l'utilisation durable des ressources naturelles.	\$ 539 millions en 2012	Mécènes privés, GET/PNUD/PNUE, org. d'aide bilatérale, fondations et membres partenaires de pays développés. 3 grands partenariats commerciaux: CEMEX, Rio Tinto, Heidelberg Cement	6 Bureaux régionaux de coordination BirdLife de par le monde; siège à Cambridge, RU
International Water Management Institute IWMI	www.iwmi.cgiar.org	L'un des 15 centres de recherche internationaux du CGIAR - Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale	OIP: org de recherche scientifique à but non lucratif	Améliorer la gestion des ressource terrestres et aquatique pour l'alimentation, les moyens d'existence et la nature.	\$ 47 millions en 2012	Soutenu par le CGIAR: réseau regroupant 60 gouvernements, fondations privées et org. internationales; organismes d'aide bilatérale	350 membres du personnel et bureaux dans plus de 10 pays en Asie et Afrique; siège à Colombo, Sri Lanka
Wetlands International	www.wetlands.org	Wetlands International est la seule organisation non gouvernementale (ONG) mondiale consacrée aux zones humides.	OIP: ONG	Soutenir et restaurer les zones humides et leurs ressources pour les populations et la biodiversité	\$ 12 millions en 2012	Gouvernements nationaux, conventions et organes internationaux et autres ONG; convention d'accueil avec les Pays-Bas	150 employés dans 20 bureaux régionaux, nationaux ou de projets sur tous les continents et siège à Ede, Pays-Bas

Nom	Site web	Description	Type	Mission	Budget	Financé par	Structure
Fonds mondial pour la nature - WWF	wwf.panda.org	Le WWF est devenu l'une des plus grandes organisations du monde de protection de l'environnement ; immense base de soutien de 5 millions; appui de personnalités extrêmement éminentes comme SAR le duc d'Édimbourg ; engagement vigoureux du secteur privé, extrêmement médiatique	OIP: ONG	Mettre fin à la dégradation de l'environnement naturel de la planète et construire un avenir dans lequel les être humains vivent en harmonie avec la nature: en conservant la diversité biologique de la planète, en s'assurant que l'utilisation des ressources naturelles renouvelables est durable et en promouvant la réduction de la pollution et du gaspillage	CHF 170 millions en 2012	57% du financement assuré par des particuliers et des legs, 17% par des sources gouvernementales (telles que Banque mondiale, DFID, USAID) et 11% par des entreprises	5000 employés dans des bureaux dans plus de 80 pays
PNUD	www.undp.org	Joue un rôle important de coordination des activités des NU dans le domaine du développement. Fournit des expertises, des formations et un appui financier. Publie chaque année le Rapport mondial sur le développement humain. Ambassadeurs mondiaux de grande notoriété: Antonio Banderas, prince impérial Haakon Magnus de Norvège, Nadine Gordimer, Ronaldo, Zinedine Zidane	Organisation internationale	Œuvre essentiellement pour relever cinq défis du développement: réduction de la pauvreté, VIH/sida, gouvernance démocratique, énergie et environnement, développement social, et prévention des crises et relèvement	\$540 millions en 2014, augmentation à \$600 millions d'ici à 2017	Contributions volontaires des États membres	6474 fonctionnaires dans 177 pays, siège à New York
PNUÉ	www.unep.org	Organisme des NU qui coordonne ses activités environnementales, aidant les pays en développement à mettre en œuvre des politiques et des pratiques respectueuses de l'environnement	Organisation internationale	Fournir un leadership et encourager un partenariat en matière de respect de l'environnement en inspirant, informant et en permettant aux nations et aux populations d'améliorer leur qualité de vie sans compromettre celle des générations futures.	\$218 millions en 2010	Contributions volontaires des pays, principalement Pays-Bas, Allemagne, Royaume-Uni, États-Unis, France, Suède et Belgique	845 employés, six bureaux régionaux, siège à Nairobi, Kenya
ONU-Eau	www.unwater.org	Le mécanisme de coordination du système des Nations Unies chargé d'assurer le suivi des questions relatives à l'eau et à l'assainissement. Créé officiellement en 2003 par le Comité de haut niveau des Nations Unies sur les programmes. Représente une plateforme pour traiter des problèmes interdépendants liés à l'eau et renforcer au maximum la coordination et la cohérence au niveau du système.	Organisation internationale	Compléter et ajouter de la valeur aux programmes et projets existants en facilitant les synergies et les efforts communs dans le secteur de l'eau	Est. \$20 mil pour les quatre programmes chapeautés par ONU-Eau	Membres de ONU-Eau, plus programmes spécifiques financés par des organismes européens d'aide bilatérale	31 membres- entités des NU hébergeant de grands programmes; 34 partenaires - organisations externes aux NU ayant des liens de travail étroits avec des thèmes liés à l'eau; Secrétariat hébergé par le DESA aux Nations Unies à New York

Nom	Site web	Description	Type	Mission	Budget	Financé par	Structure
Convention sur la diversité biologique (CDB)	www.cbd.int	Convention relative à la biodiversité qui résulte du Sommet Planète Terre de Rio, de 1992	Convention internationale sur la biodiversité	La conservation de la diversité biologique; l'utilisation durable des composantes de la diversité biologique; le partage juste et équitable des bénéfices provenant de l'utilisation des ressources génétiques	\$13,58 millions en 2013	Parties	194 Parties; 70 employés au Secrétariat à Montréal, Canada
Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)	www.cites.org	Accord international sur le commerce de plantes et d'animaux menacés d'extinction	Convention internationale sur la biodiversité	S'assurer que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas la survie des espèces auxquelles ils appartiennent	\$15 millions en 2009	Parties	180 Parties, Secrétariat administré par le PNUE à Genève
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage	www.cms.int	En tant que traité de protection de l'environnement sous l'égide du PNUE, la CMS est une plateforme mondiale pour la conservation et l'utilisation durable des animaux migrateurs et de leurs habitats	Convention internationale sur la biodiversité	Réunir les États à travers lesquels passent les animaux migrateurs (États de l'aire de répartition), et jeter les bases juridiques de mesures de conservation coordonnées au niveau international pour l'ensemble de la zone de migration	\$323 000 en 2013, \$518 000 en 2014	Parties	120 Parties plus "États de l'aire de répartition" comportant des zones migratoires; bureaux à Abu Dhabi, Bangkok, Washington; Secrétariat hébergé par le PNUE à Bonn, avec la CCNUCC
UN Watercourses Convention (UNWC)	www.unwatercoursesconvention.org	Nouveau cadre normatif directeur au sein duquel les États partageant de l'eau douce peuvent organiser leurs relations	Convention internationale sur l'eau	Devenir le cadre au niveau mondial pour la coopération et une gestion avisée des ressources en eau douce	aucun chiffre publié	Parties	35 Parties - Entre en vigueur le 17 août 2014 après ratification du Vietnam
Convention on the Protection and Use of Transboundary Watercourses and International Lakes (UN ECE)	www.unece.org/env/water	Cette Convention, qui était au départ un instrument européen destiné à protéger les eaux transfrontalières, a été amendée en 2003 pour permettre à tous les États membres de l'ONU d'y adhérer	Convention internationale sur l'eau	Renforcer les mesures nationales de protection et de gestion écologiquement durable des eaux de surface et nappes phréatiques transfrontalières	aucun chiffre publié	Parties	39 Parties, (surtout des pays européens) siège à Genève
La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	www.unfccc.int	Grand traité international de protection de l'environnement négocié lors du Sommet planète Terre de Rio; concentration au niveau mondial sur les efforts visant à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter. Englobe le Protocole de Kyoto	Convention internationale sur le climat	Stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui évitera les interférences anthropogéniques dangereuses avec le système climatique	\$65 millions en 2010	Parties	196 Parties, Secrétariat à Bonn, Allemagne

Nom	Site web	Description	Type	Mission	Budget	Financé par	Structure
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	www.unccd.int/en	Le seul accord international juridiquement contraignant reliant environnement et développement à une gestion durable des terres. La Convention porte spécifiquement sur les zones arides, semi-arides et subhumides sèches	Convention internationale sur le climat	Améliorer les conditions de vie des populations des zones arides, maintenir et restaurer la productivité des sols et atténuer les effets de la sécheresse	\$80 millions par an au titre du FEM	Parties	190 Parties, siège à Bonn aux côtés de la CCNUCC
Convention du patrimoine mondial Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel	whc.unesco.org	Convention internationale regroupant dans un document unique les concepts de conservation de la nature et de préservation des propriétés culturelles	Convention internationale sur la biodiversité et le patrimoine	Identifier, protéger, conserver, présenter et transmettre le patrimoine culturel et naturel d'une valeur universelle exceptionnelle pour les générations futures	\$6,818 millions en 2012	Parties; plus revenu des publications et produits du Fonds du patrimoine	191 Parties, l'organisation de la Convention incombe à l'UNESCO, siège à Paris
Système mondial d'informations sur la biodiversité (GBIF)	www.gbif.org	Infrastructure internationale de données ouvertes, financée par les gouvernements; fournit un point d'accès unique (par l'intermédiaire de ce portail et de ses services web) à plus de 400 millions d'entrées partagées par des centaines d'institutions de par le monde, ce qui en fait la plus grande base de données sur la biodiversité sur internet	Organisation internationale sur la biodiversité	Permettre à tous, partout, d'accéder aux données sur tous les types de vie sur Terre, partagées au-delà des frontières nationales grâce à internet en encourageant et aidant les institutions à publier les données conformément aux normes communes	€3.4 millions	33 pays, UE, plusieurs fondations, Université de Copenhague	Bureau à l'Université de Copenhague
Center for Biological Diversity	www.biologicaldiversity.org	Grande ONG activiste de portée internationale sur la protection de la biodiversité, créée dans le sud-ouest des États-Unis; son succès s'explique surtout par son travail visant à déclarer les espèces menacées; l'une des associations à but non lucratif les mieux notées en 2013	ONG œuvrant en faveur de la biodiversité	Garantir l'avenir de toutes les espèces, grandes et petites, pratiquement menacées d'extinction, en privilégiant la protection des terres, de l'eau et du climat dont ces espèces ont besoin pour survivre.	aucun chiffre publié	ses 775 000 membres	85 employés dans des bureaux au sud-ouest des États-Unis
Scientific Committee on Problems of the Environment (SCOPE)	www.icsu-scope.org	Groupe interdisciplinaire d'experts des sciences naturelles et sociales se consacrant à des problèmes mondiaux et environnementaux; opère à l'interface des instances scientifiques et dirigeantes	Organisation scientifique internationale	Fournir des analyses scientifiques sur des problèmes environnementaux provoqués par les activités humaines ou ayant un impact sur les hommes et l'environnement; révision des concepts scientifiques; répondre aux besoins politiques et favoriser le développement.	aucun chiffre publié	Cotisation des membres de l'ONG, organisations scientifiques et à but éducatif	l'Assemblée générale se réunit tous les trois ans, bureau à Paris

Nom	Site web	Description	Type	Mission	Budget	Financé par	Structure
Endangered Species International	www.endangeredspeciesinternational.org	Équipe de scientifiques locaux et internationaux et de spécialistes de la conservation qui mettent en place des projets ciblant les espèces les plus menacées et négligées; l'une des associations à but non lucratif les mieux notées en 2013	ONG œuvrant en faveur de la biodiversité	Inverser la tendance à l'extinction des espèces due aux activités humaines, sauver les animaux menacés d'extinction et préserver les espaces sauvages	aucun chiffre publié	Contributions individuelles, programmes 1% pour la Planète et l'Art pour la Conservation, entreprises high tech et environnementales	15 employés
Fauna & Flora International	www.fauna-flora.org/	Association en faveur de la conservation dans le monde fondée en 1903, basée au RU - patronnée pas SM la reine Elizabeth II, avec le soutien de nombreux ambassadeurs éminents, notamment Stephen Fry	ONG œuvrant en faveur de la biodiversité	Agir pour conserver les espèces menacées et les écosystèmes partout dans le monde, en choisissant des solutions durables, se fondant sur des données scientifiques solides et en tenant compte des besoins humains.	£18,3m (\$29,6 m) en 2012	Contributions individuelles et corporatives; n'a pas donné de détails	Siège à Londres, subventions charitables, enregistrée aux États-Unis (Massachusetts), en Australie et à Singapour
Durrell Wildlife Conservation Trust	www.durrellwildlife.org	ONG œuvrant en faveur de la conservation de la nature, basée au RU; bénéficie du soutien de personnalités éminentes, telles que la princesse Anne, Sir David Attenborough; parcs naturels, programmes sur le terrain et recherche s'allient pour aborder de manière unique les problèmes actuels de conservation.	ONG œuvrant en faveur de la biodiversité	Sauver les espèces les plus menacées dans les lieux les plus menacés de par le monde.	£7,026 millions	Contributions individuelles et corporatives	Institution caritative comportant de nombreux membres - essentiellement d'autres associations et organisations de protection de la nature
International Fund for Animal Welfare (IFAW)	www.ifaw.org	Sauve les animaux individuels, les populations animales et les habitats partout dans le monde. Projets dans plus de 40 pays, fournissant une assistance directe aux animaux qui en ont besoin, qu'il s'agisse de chiens, chats, animaux sauvages ou bétail, et portant secours aux animaux au lendemain des catastrophes.	Fonds en faveur de la biodiversité	Nous avons la vision d'un monde où les animaux sont respectés et protégés. Notre mission: l'IFAW porte secours et protège les animaux de par le monde.	\$94 millions	Plus d'un million de donateurs	Siège à Yarmouth, Massachusetts; 26 bureaux dans le monde
Ocean Conservancy	www.oceanconservancy.org	Eduque et aide les citoyens à agir en faveur des océans. Chef de file de la communauté de protection de l'environnement depuis 40, avec de nombreux succès juridiques (par ex. mandat fédéral sur l'utilisation de dispositifs d'exclusion des tortues sur les chaluts de pêche à la crevette, ou Journée internationale du nettoyage des côtes)	Fondation Eau	Rassembler les populations pour trouver des solutions pour l'eau de notre planète. Nous éduquons les populations et leur donnons des moyens non seulement de défendre l'océan et sa faune, mais aussi les millions de personnes qui vivent de l'océan	\$19,3 millions	Contributions individuelles et corporatives	Basée à Washington
Save Our Seas Foundation	www.saveourseas.com	Finance et soutient la recherche, la conservation et des projets éducatifs de par le monde, en se concentrant sur la faune menacée charismatique et ses habitats; en moins de 10 ans, la Fondation Save Our Seas (SOSF) est devenue un acteur important dans ce secteur.	Fondation Eau	Financer des projets visant à sauver les océans et la richesse de la vie marine.	aucun chiffre publié	Probablement dons privés	Enregistrée en Suisse mais semble opérer près du Cap

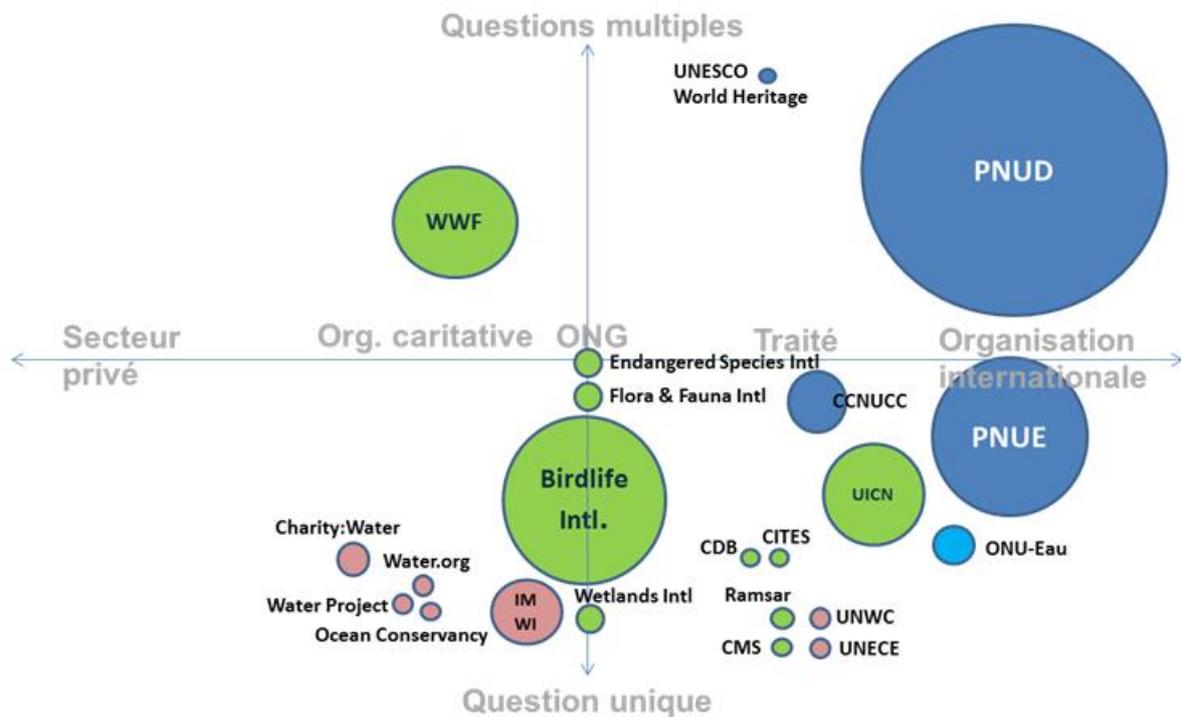
Nom	Site web	Description	Type	Mission	Budget	Financé par	Structure
Water.org	water.org	Association primée qui travaille avec des organisations partenaires locales pour creuser des puits. Matt Damon est un ambassadeur de cette association.	ONG Eau	Fournir de l'eau salubre aux 780 millions de personnes qui n'ont pas accès à une source d'eau améliorée; soit environ 1 personne sur neuf sur la planète.	\$9,3 millions	Particuliers, fondations, dons d'employés d'une entreprise, contributions en nature	70 employés aux États-Unis (39), en Inde et au Kenya
The Water Project	thewaterproject.org	Organisation à but non lucratif œuvrant en Afrique subsaharienne. Investit auprès de partenaires qui ont fait leurs preuves pour creuser des puits, la formation à l'assainissement et à l'hygiène et la construction d'autres projets durables liés à l'eau. les donateurs voient l'impact de leurs dons grâce à des photos, articles et coordonnées de chaque projet sur carte GPS.	ONG Eau	Porter secours aux communautés de par le monde qui souffrent inutilement d'un manque d'accès à de l'eau salubre et à un assainissement approprié.	\$1,7 million	Dons individuels et corporatifs	9 employés
Water for People	waterforpeople.org	Organisation à but non lucratif pour l'amélioration de l'accès à l'eau. Créé un élan mesurable et apporte des solutions dans 30 districts de 10 pays: Honduras, Guatemala, Nicaragua, Bolivie, Pérou, Équateur, Malawi, Rwanda, Ouganda et Inde.	ONG Eau	Garantir un accès total à l'eau à chaque famille, chaque école et chaque clinique.	\$8,3 millions mais déficitaire	Contributions individuelles, subventions, parrainages	34 employés, surtout au siège de Denver
WaterisLife	waterislife.com	Collabore étroitement avec des organisations partenaires à but non lucratif, les autorités locales et les organisations communautaires pour une approche intégrée visant à mettre en œuvre des programmes d'accès à l'eau salubre, à un assainissement approprié et à l'hygiène. Le fondateur a mis au point une paille-filtre pour boire pour les enfants. Projets en Haïti, au Ghana et au Kenya.	ONG Eau	Programmes d'accès à l'eau salubre, à l'assainissement et à l'hygiène. Sauver des vies. Transformer les communautés.	\$700 000	Contributions individuelles	2 employés, bureaux en Oklahoma et Arizona
Charity:Water	www.charitywater.org	Organisation charitable à croissance rapide promouvant des solutions simples et efficaces: puits d'eau douce, récupération de l'eau de pluie et filtres à sable. 100% des dons vont directement sur le terrain pour financer des projets liés à l'eau. Frais de fonctionnement couverts par des investisseurs providentiels.	ONG Eau	Approvisionner les populations des pays en développement en eau potable	\$33 millions	Fondations, particuliers, parrainage d'entreprises	67 employés, basée à New York

Nom	Site web	Description	Type	Mission	Budget	Financé par	Structure
Blood:Water	www.bloodwater.org	Équiper les organismes partenaires d'organisations locales africaine pour lutter contre le VIH/sida et les crises liées à l'eau - financée par le groupe de rock Jars of Clay. Agit en Éthiopie, Ouganda, Kenya, Zambie et Rwanda	ONG Eau	Renforcer l'action et l'efficacité des organisations africaines de la société civile et des communautés qu'elles desservent pour combattre le VIH et les crises liées à l'eau.	\$3,5 million	Contributions individuelles	Bureau à Nashville, Tennessee, en partenariat avec 7 organisations communautaires locales
Greenpeace	www.greenpeace.org	L'organisation de protection de l'environnement ayant la plus grande visibilité dans le monde, bien connue pour ses actions directes. L'organisation chef de file des campagnes indépendantes utilisant l'action directe et une communication créative pour exposer les problèmes liés à l'environnement partout dans le monde.	ONG Environnement	Garantir la capacité de la Terre de soutenir la vie dans toute sa diversité. Campagnes ciblant des problèmes mondiaux comme le réchauffement climatique, le déboisement, la surpêche, la chasse commerciale à la baleine, l'ingénierie génétique et les questions anti-nucléaires	\$236 millions en 2011	N'accepte pas de financement de la part de gouvernements, d'entreprises ou de partis politiques, s'appuie sur ses 2,9 millions de supporters et sur des fondations.	28 bureaux régionaux opérant dans 45 pays avec centre de coordination international à Amsterdam
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	www.ifrc.org	Organisation humanitaire mondiale apportant une assistance sans discrimination de nationalité, race, convictions religieuses, classe ou opinions politiques.	ONG - RRC	Inspirer, encourager, faciliter et promouvoir à tout moment toutes les formes d'activités humanitaires auprès des Sociétés nationales, dans le but de prévenir et alléger les souffrances humaines, et de ce fait de contribuer au maintien et à la promotion de la dignité humaine et de la paix dans le monde.	CHF 277 millions en 2014	Dons volontaires	Coordonne la coopération entre 189 Sociétés nationales et les travaux de plus de 17 millions de volontaires
Department for International Development (DFID) - Royaume-Uni	https://www.gov.uk/government/organisations/department-for-international-development	Département responsable de la majorité de l'aide extérieure au développement du Royaume-Uni. A examiné récemment l'intervention et la préparation du CICR en cas de catastrophes.	Organisme de développement bilatéral - porte intérêt à la RRC	Chef de file de la lutte du Gouvernement britannique contre la pauvreté dans le monde... Le DFID soutient des programmes à long terme pour contribuer à lutter contre les causes sous-jacentes de la pauvreté. Le DFID intervient également lors des situations d'urgence, tant naturelles que provoquées par l'homme.	£6,7 milliards en 2011	Contribuables du Royaume-Uni	Département ministériel britannique, soutenu par deux institutions et des organes publics
Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés	www.unhcr.org	L'institution des NU chargée de mener et coordonner l'action internationale pour protéger les réfugiés et résoudre les problèmes des réfugiés partout dans le monde.	Organisation internationale - porte intérêt à la RRD	Protéger les droits et le bien-être des réfugiés. Faire en sorte que chaque personne puisse demander asile et trouver refuge en sécurité dans un autre État, en ayant le choix de rentrer volontairement chez elle, de s'intégrer localement et de se réinstaller dans un troisième pays.	\$4,3 milliards en 2012		8 600 fonctionnaires travaillant dans 126 pays; siège à Genève. L'essentiel des travaux exécutés à partir des bureaux régionaux, des agences, des sous-bureaux et des bureaux de terrain.

Annexe D : Représentation graphique des collaborateurs potentiels

Il s'agit d'une représentation graphique des acteurs œuvrant dans les secteurs du développement durable, du climat et de l'environnement qui sont les plus pertinents pour Ramsar.

La taille relative des cercles indique le montant déclaré ou estimé de leur budget de fonctionnement. Les cercles bleu foncé indiquent qu'il s'agit d'institutions des Nations Unies. Les cercles vert clair indiquent qu'il s'agit d'organisations et de conventions relatives à la biodiversité, et les cercles bleu clair qu'il s'agit d'organisations et de conventions portant sur l'eau.



Annexe E : Rapport du consultant sur l'examen stratégique des communications du GEST

Le rapport ci-dessous réalisé par un consultant contient des recommandations sur la manière d'améliorer l'efficacité des documents scientifiques et d'orientation de la Convention de Ramsar, conformément à la résolution XI.16.

Examen stratégique de la communication du GEST

Rapport final – Projet de consultation

19 mars 2015

I. Résumé analytique

La principale recommandation figurant dans ce rapport peut se résumer en une phrase : L'« orientation » devrait être considérée comme un service que la Convention de Ramsar rend aux décideurs et praticiens œuvrant dans les zones humides au lieu d'être perçue comme une somme de conseils indépendants que le GEST réserverait aux organes et aux Parties à la Convention.

Ce recentrage conceptuel est conforme à la lettre et à l'esprit du 4^e Plan stratégique, au nouveau modus operandi proposé pour le GEST, et aux cinq domaines thématiques proposés pour la nouvelle période triennale.

En pratique, il est recommandé de suivre les étapes suivantes :

- Le GEST, qui a progressivement acquis sa propre identité et s'est éloigné de Ramsar, devrait rentrer dans le giron de la Convention, et tous les documents d'orientation devraient porter clairement et systématiquement l'image de marque de Ramsar.
- L'excellente expertise du GEST devrait être couplée avec
 - Une vision plus large de ce qui constitue une orientation qui transcende la documentation préparée par le GEST; une meilleure réceptivité aux demandes « de la base au sommet » des Parties²
 - Un groupe d'orientation prenant des décisions et établissant des priorités claires en matière d'orientations; il serait dirigé par le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint et ferait rapport au Groupe de travail sur la gestion du Comité permanent
 - Des mécanismes révisés davantage axés sur les résultats, afin d'élaborer une documentation écrite utile aux décideurs et aux praticiens œuvrant dans les zones humides
 - Une supervision plus étroite et des directives aux auteurs et rédacteurs en accordant de l'attention à la présentation du document final et à un contenu préconisant des mesures réalisables
 - Un développement du matériel de formation, de renforcement des capacités et de promotion
 - Une mise en page et un graphisme professionnels mettant en valeur l'image de marque Ramsar et donnant corps au message

² Le projet de résolution XII.5 sur le modus operandi du GEST prévoit la création d'un réseau de responsables gouvernementaux fortement attachés aux questions des zones humides, englobant également les praticiens œuvrant dans les zones humides. Un tel réseau est essentiel pour renforcer la pertinence de la Convention; sa construction reposera sur la participation des Parties, des OIP, de l'ONU et d'autres partenaires, ainsi que d'éminents spécialistes des zones humides. Une fois ce réseau créé, potentiellement, le Secrétariat/GEST devrait avoir à répondre à davantage de questions et, de même, ce réseau de zones humides pourra être interrogé sur des questions non résolues et sur l'établissement d'une liste par ordre de priorité des produits et formes d'orientations qu'il convient de produire de toute urgence.

II. Description des tâches et de l'approche que le consultant doit adopter

Mandat

Le consultant a été engagé pour accomplir les tâches suivantes, conformément au mandat relatif à l'examen stratégique des communications du GEST :

1. Examiner toutes les formes de communication du GEST, notamment
 - les divers genres de publications et la plateforme du GEST
 - les mécanismes de prises de décisions pour décider des thèmes à traiter, l'élaboration et la révision du contenu
 - les processus d'élaboration des produits finals
2. Faire des recommandations sur le genre de documentation qui rendra justice à la complexité du sujet tout en
 - touchant efficacement le public ciblé
 - soutenant les objectifs de la Convention
 - s'assurant que l'image de marque et les messages sont cohérents dans tous les documents publiés sous l'égide de la Convention
3. Faire des recommandations afin de déterminer/clarifier à quel moment les sujets doivent être traités, pourquoi, pour quel public et à quelle fin
 - Faire des suggestions spécifiques pour une utilisation plus efficace, une adaptation ou une présentation différente des Notes d'information et des Rapports techniques Ramsar.

Manière d'aborder les tâches

Le consultant abordera les tâches comme suit :

- Examiner en détail les cinq rapports de consultants précédents réalisés en vertu de la Résolution XI.16 sur la manière de rendre les orientations plus appropriées et pertinentes pour les Parties
- Lire et assimiler toutes les orientations produites par le GEST (Rapports techniques Ramsar, Notes d'information Ramsar, site web du GEST, webinaires, bulletins et Manuels pour l'utilisation rationnelle) en notant quand le matériel est approprié et quand il faudrait le modifier/adapter aux priorités du Plan stratégique et du GEST pour la nouvelle période triennale
- Réaliser des entretiens approfondis avec :
 - Roy Gardner – Président du GEST
 - Chris Prietto – Vice-présidente du GEST
 - Marcela Bonells – Administratrice scientifique et technique
 - Tobias Salathé – Conseiller principal pour l'Europe
 - Maria Rivera – Conseillère principale pour les Amériques
 - Lew Young – Conseiller principal pour l'Asie-Océanie
 - Paul Ouedraogo – Conseiller principal pour l'Afrique (*échange par e-mail*)
 - Nancy Cespedes (Chili)
 - Malta Qwathekana (Afrique du Sud)
 - Ainsley Henry et Jerome Smith (Jamaïque)
- Examiner les documents de la SC48, en particulier le nouveau modus operandi proposé (Projet de Résolution XII.5), les thèmes soumis au GEST et le projet final de 4^e Plan stratégique
- Renforcer le processus d'approbation recommandé et les forums d'orientation
- Peaufiner les critères à appliquer pour décider quelles formes d'orientation sont appropriées et dans quelles circonstances
- Coopérer avec le Président du GEST pour élaborer un scénario budgétaire pour la préparation de documents d'orientation pour la période triennale 2016-18 afin de soutenir les Parties lors de leurs délibérations

- Faire un résumé des recommandations et des lignes directrices proposées pour les auteurs
- Faire la compilation finale du rapport

III. Intégration aux processus en cours

Toutes les idées suggérées dans ce document ont pour but d'intégrer les processus, en gardant à l'esprit que :

Le 4^e Plan stratégique Ramsar, couvrant la période 2016- 2024, est soumis à la 48^e Réunion du Comité permanent. Ce plan vise à améliorer les orientations de la Convention de Ramsar, en proposant 19 objectifs sous-tendant quatre buts stratégiques généraux :

But stratégique 1 : S'attaquer aux moteurs de la perte et de la dégradation des zones humides

But stratégique 2 : Conserver et gérer efficacement le réseau de Sites Ramsar

But stratégique 3 : Utiliser toutes les zones humides de façon rationnelle

But opérationnel 4 : Améliorer la mise en œuvre

En même temps, un cadre est proposé pour la fourniture de conseils et d'orientations scientifiques et techniques qu'il conviendrait de peaufiner compte tenu des commentaires des Parties. Cette proposition porte sur :

- de nouveaux arrangements de surveillance, comme suggéré dans la DR, dont la responsabilité pourrait, par la suite, incomber au Groupe de travail pour la gestion du Comité permanent
- le public cible des orientations scientifiques et techniques qu'il faudrait définir clairement : décideurs et praticiens œuvrant dans les zones humides
- le rôle centralisé du Secrétariat, qui devra s'assurer que le matériel préparé par le GEST pour le public cible est efficace et digeste
- les cinq domaines thématiques clés pour le GEST pour la prochaine période triennale avec des renvois au Plan stratégique mentionné ci-dessus pour soutenir ses buts :
 - méthodologies relatives aux meilleures pratiques/outils de surveillance continue des Sites Ramsar, notamment
 - meilleures pratiques concernant l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion pour les Sites Ramsar et les aires protégées
 - méthodologies pour l'évaluation des biens et services procurés par les zones humides
 - conciliation entre conservation et développement des zones humides – infrastructure, urbanisation et agriculture
 - changement climatique et zones humides : méthodologies de piégeage du carbone

Un examen détaillé des orientations techniques Ramsar a été réalisé en 2014, après autorisation du Comité permanent lors de sa 46^e Réunion. Les quatre rapports détaillés et le cinquième résumé qui en sont issus sous-tendent plusieurs des recommandations spécifiques figurant dans le présent document.

IV. Conclusions et recommandations

1. Créer un forum pour les prises de décisions et l'établissement des priorités

Conclusions

Jusqu'à présent, le processus de prises de décisions concernant la production de documents d'orientation, les thèmes à traiter et l'ordre de priorité à respecter est resté vague. La « liste des

choses à faire » s'allonge, sans qu'il soit prévu d'abandonner quoi que ce soit, sans que les ressources nécessaires ne soient identifiées et sans se soucier d'achever les projets en temps voulu, ou de faire des compromis.

Le moteur principal est le Plan de travail du GEST, issu des résolutions de la COP. Les tâches les plus importantes sont définies mais la forme que doivent prendre les orientations n'est pas spécifiée dès le départ, et le groupe cible n'est pas toujours clairement défini. Les Parties font aussi des demandes ponctuelles. Les experts soulèvent de nouvelles questions issues du programme pour l'environnement; beaucoup d'entre eux se portent d'ailleurs volontaires pour écrire des articles.

Recommandations

L'une des options envisagées pour resserrer les liens entre le GEST, le Secrétariat et l'équipe chargée des communications, comme mentionné dans le document DR XII.5, est de créer un nouvel organe décisionnel – provisoirement appelé « Comité pour les orientations », dirigé par le Secrétaire général et géré par son adjoint, faisant rapport au Groupe de travail pour la gestion du Comité permanent, et doté du mandat spécifique suivant :

- Approuver la liste finale des orientations issues du Plan de travail du GEST dès le début de la période triennale
- Approuver régulièrement tout changement apporté à cette liste – et s'assurer que des ressources adéquates sont affectées à la production des documents figurant sur la liste
- Faire office de centre d'échange et décider des priorités face aux demandes ponctuelles des Parties; évaluer les propositions de nouveaux thèmes soumises par les experts
- Ce groupe détiendra la liste définitive des documents d'orientation et se chargera des mises à jour/révisions régulières. Un projet de liste préliminaire d'orientations pour la nouvelle période triennale sera entrepris avec le Président du GEST dans le cadre de ce rapport et de la budgétisation
- Pour concilier points de vue et résultats, il est proposé que le groupe soit composé comme suit :
 - SG, SG adjoint, le Chef des communications, tous les conseillers régionaux principaux et le Président du GEST
- La mise en œuvre au quotidien des décisions de ce groupe reviendra au SG adjoint en consultation avec le Chef des communications et le Président du GEST
- Recommander de revoir les descriptions de poste et d'affecter 30% du temps du Conseiller scientifique et technique aux activités de communication, qui supervisera la production des documents d'orientation

2. Faire en sorte que les processus privilégient les résultats

Conclusion

Actuellement, la production d'orientations est un processus essentiellement académique et collégial avec examen par les pairs de tous les documents. La rédaction et les examens par les pairs sont pratiquement toujours effectués sur une base volontaire et non rémunérés. Les auteurs doivent suivre des lignes directrices de base en termes de présentation. Il est nécessaire d'accorder davantage d'importance au produit final et à sa présentation, et de renforcer la communication plus rapidement au cours du processus.

Recommandations

Les produits doivent être définis dans l'optique du Plan de travail du GEST et de ses domaines thématiques, *en spécifiant dès le départ la forme finale que devra prendre le produit*. Un premier

document de travail facultatif sur l'aspect que cette liste devrait prendre au lendemain de la COP12, sur lequel les Parties sont appelées à délibérer, a été élaboré et figure au Tableau 3, tandis que l'annexe 3 propose un organigramme sur les étapes à suivre pour produire une orientation, plus spécifiquement :

- Un représentant de la communication devrait être présent pendant toute la durée de la réunion du GEST où se définit le Plan de travail, avoir des contacts avec chacun des cinq groupes de travail thématiques, examiner les procédures en gardant à l'esprit les résultats finaux.
- Les auteurs et les pairs qui travaillent sur les Notes d'information et les Rapports thématiques Ramsar devraient recevoir une somme nominale de sorte que la Convention soit dans une position de client plutôt que demandeur, ce qui facilite le respect des délais.
- L'étape d'examen par les pairs des Notes d'information et des Rapports techniques Ramsar devrait s'accompagner d'un examen parallèle par un responsable de la communication travaillant de concert avec les auteurs pour aboutir à une formulation succincte et un style de présentation comportant des points clairs et réalisables.
- Il faut fournir aux auteurs des Notes d'information et des Rapports techniques Ramsar des lignes directrices plus spécifiques (voir la proposition à l'annexe I) comprenant :
 - Une délimitation claire du groupe cible comme étant soit les décideurs, soit les praticiens œuvrant dans les zones humides – dans certain cas les deux
 - L'instruction d'employer une langue claire, facile à traduire
 - Une marche à suivre standard comprenant :
 - Un résumé analytique couvrant spécifiquement tous les points clés et donnant la liste des actions à mener
 - Des listes orientées vers l'action dans l'ensemble du document
 - Des études de cas récentes dans des contextes différents
 - Des résumés au début de chaque chapitre pour les Rapports techniques Ramsar
 - Le nombre limite de pages à respecter (provisoirement 10 pages/4800 mots pour les Notes d'information Ramsar et 40 pages/19 200 mots pour les Rapports techniques Ramsar avec une certaine flexibilité pour ces derniers)

3. Des orientations plus claires

Conclusions générales

Des entretiens individuels avec tous les Conseillers régionaux principaux, plusieurs représentants clés des Parties, des membres et le Président du GEST, ainsi qu'un examen approfondi des rapports antérieurs de consultants sur l'orientation ont tous révélé un besoin réel d'orientations pratiques plus spécifiques sur la manière de mettre en œuvre la Convention; de conseils destinés spécifiquement aux décideurs et aux praticiens. Il est aussi apparu clairement que, d'après les Parties, il faudrait être plus réceptif aux demandes de la base.

Compte tenu de l'immense expertise et des forces intellectuelles à la disposition de l'organisation, il est réellement possible de faire de la Convention de Ramsar *la* source définitive d'orientations sur toutes les questions liées aux zones humides. Dans ce cas, il ne faut plus se limiter à considérer « l'orientation » comme une série de documents écrits, mais adopter une approche plus globale et considérer l'orientation comme la réponse à une question spécifique de la base posée par l'une des Parties ou tout autre partenaire important.

Concernant la documentation écrite, il apparaît clairement que les quatre grands types de documents que nous produisons sont nécessaires :

a) les documents scientifiques qui forment la base des conseils pratiques – par ex. Rapports techniques Ramsar; b) les orientations pragmatiques, axées sur l'action à l'usage des décideurs et des praticiens qui sont à la fois spécifiques et thématiques – par ex. les Notes d'information Ramsar, y compris les Notes d'orientation Ramsar; c) le matériel d'information du grand public fondé sur l'hypothèse d'une connaissance zéro des zones humides, mais qui sert l'objectif plus large de sensibilisation - par ex. les Fiches techniques Ramsar et d) le matériel de formation – par ex. les Manuels Ramsar pour l'utilisation rationnelle. Il semble y avoir pénurie de documents dans ces trois dernières catégories.

Recommandations générales

- Envisager dans une optique beaucoup plus large les orientations scientifiques et techniques et les considérer comme un service proposé par la Convention de Ramsar à ses Parties.
Parallèlement, considérer la forme que prend l'orientation dans une optique plus large quand :
 - Le Secrétariat et ses Conseillers régionaux principaux jouent le rôle d'informateurs chargés de répondre aux questions des Parties, OIP, autres partenaires importants, sociétés et initiatives en faveur des zones humides, Initiatives régionales, etc., s'appuyant sur un éventail de sources – notamment le GEST – pour trouver des réponses
 - Le réseau de Correspondants du GEST constitue une ressource pour donner des conseils directs
 - Les experts et les orientations Ramsar sont intégrés plus largement dans les initiatives de renforcement des capacités des autres organisations et institutions
 - Les quatre grands types de documents d'orientation Ramsar seront améliorés : recentrage sur les thèmes choisis et discipline accrue quant à la présentation, aux délais de production et à leur pertinence pour l'utilisateur
- La décision de produire l'un ou l'autre des documents d'orientation doit répondre à des besoins réels :
 - Les Notes d'information Ramsar seront produites lorsque les décideurs et les praticiens ont besoin d'un conseil sur un point précis pour prendre une décision. Comme sous-produits des Notes d'information, les Notes d'orientation Ramsar seront publiées lorsqu'une contribution plus courte suffit pour répondre à la demande.
 - Les Rapports techniques Ramsar seront publiés en cas de besoin établi d'informations scientifiques de base pour étayer une orientation plus pratique.
 - Les documents de formation Ramsar, comme les manuels ou les webinaires, accompliront une tâche plus vaste en matière de renforcement des capacités.
 - Les Fiches techniques Ramsar répondront à un besoin de sensibilisation générale.
- Apporter des améliorations spécifiques à chacun de ces quatre types de documents d'orientation, comme indiqué dans les paragraphes ci-dessous.
- Pour la prochaine période triennale, accorder une plus grande attention aux Notes d'information (conseils pragmatiques aux décideurs et/ou praticiens) et au matériel de formation, en particulier celui qui s'applique à la gestion au niveau du site.
- Tous les documents d'orientation devraient être publiés dans les trois langues de la Convention.

Rapports techniques Ramsar

Conclusion

Ce sont les documents d'orientation originaux les plus complets du GEST. Neuf rapports ont été publiés à ce jour, souvent en se fondant sur des rapports détaillés du GEST préparés comme documents d'information pour une COP. Ces documents scientifiques de qualité ont fait l'objet de recherches approfondies, cependant la terminologie complexe de la majorité des Rapports techniques Ramsar fait que leur traduction est très difficile et limite fortement le nombre de lecteurs potentiels; trois seulement des neuf Rapports techniques Ramsar ont été traduits en espagnol et deux seulement en français.

La qualité de leurs résumés analytiques est très inégale en termes de spécificité, de conclusions et de recommandations pour l'action. Leur apparence visuelle varie profondément, en raison surtout de la participation d'autres organisations à leur rédaction.

Le Rapport technique Ramsar 7 (manuel sur les maladies dans les zones humides) est de loin le plus long avec 315 pages de texte, mais aussi un exemple de meilleure pratique en termes de résumé du contenu et de listes de contrôle à l'usage des décideurs et des praticiens.

Recommandations

- Au cours de la période triennale à venir, le budget affecté aux Rapports techniques Ramsar risque d'être limité, comme le montre le Tableau 3.
- Pour ceux qui seront publiés, les lignes directrices à l'usage des auteurs devraient être plus strictes :
 - Un texte dont la limite supérieure est fixée à 40 pages/19 200 mots
 - Un résumé analytique bien conçu regroupant toutes les conclusions et les recommandations principales figurant dans le document; un résumé facile à traduire
 - Des résumés à la portée de tous au début de chaque chapitre
 - Des recommandations claires sous forme de listes de contrôle pour les décideurs, et d'autres pour l'ensemble des professionnels œuvrant dans les zones humides (le rapport 7 en est un excellent exemple)
- Le Tableau 1 donne un panorama des Rapports techniques existants et de leurs contenus spécifiques qui pourraient soutenir les priorités pour la prochaine période triennale.

Les Notes d'information Ramsar

Conclusion

Les Notes d'information Ramsar existent depuis 2012 et ont pour but de faire des synthèses plus courtes, axées sur l'action, sur des thèmes spécifiques à l'usage des Parties qui ont présenté une demande ponctuelle d'orientation, et lorsque les experts constatent l'apparition d'une tendance importante. Dans l'introduction aux Notes d'information, il était bien précisé, qu'à la différence des Rapports techniques, celles-ci ne constituent pas un document d'orientation officiel Ramsar.

À la différence des Rapports techniques, toutes les Notes d'information Ramsar à ce jour ont la même présentation et portent les logos du GEST et de Ramsar. Au début, les Notes d'information Ramsar comportaient 8 pages; par la suite, elles ont eu tendance à s'allonger. Trois d'entre elles ont été traduites en espagnol et en français. Les Notes d'information Ramsar sont déjà souvent présentées sous forme d'articles comportant des listes de contrôle et de nombreuses études de cas; elles sont généralement conformes au nouveau Plan stratégique proposé et aux thèmes du GEST.

D'autre part, les documents d'information de haut niveau destinés aux décideurs doivent être courts, factuels et ils doivent comporter des conseils stratégiques et des recommandations

spécifiques. Les Fiches techniques Ramsar sont destinées à un public plus large; donc une nouvelle catégorie de publications Ramsar est proposée visant un public de décideurs et de responsables, à savoir les Notes d'orientation Ramsar.

Recommandations

- Faire des Notes d'information Ramsar le pilier des orientations destinées aux responsables et aux techniciens des zones humides au cours de la prochaine période triennale. Près de la moitié des Notes d'information Ramsar prévues peuvent être adaptées ou s'appuyer sur une documentation existante, comme indiqué au Tableau 3. Cela s'applique tout particulièrement aux Notes d'information Ramsar portant sur l'évaluation des biens et services procurés par les zones humides, aux meilleures pratiques lors de l'élaboration de plans de gestion des Sites, et à la conciliation entre conservation et développement.
- Donner aux auteurs des lignes directrices légèrement plus strictes leur imposant
 - Un texte dont la limite supérieure est fixée à 10 pages/4800 mots pour les Notes d'informations Ramsar
 - Faire figurer les principales conclusions et recommandations à la première page
 - Les destiner clairement soit à un public de décideurs, soit de praticiens
 - Faire systématiquement des recommandations séparées sous forme de listes de contrôle pour les décideurs et pour les administrateurs de zones humides
- Le Tableau 2 donne également un aperçu du contenu des 6 Notes d'information Ramsar parues à ce jour et indique quand elles contiennent des informations soutenant vigoureusement le nouveau Plan stratégique et les thèmes de travail du GEST.
- Les Notes d'orientation Ramsar, qui résument les principales publications techniques du GEST, devraient comporter de 2 à 4 pages. Elles devraient se fonder sur des données solides et les conseils techniques devraient être énoncés dans une langue claire, débarrassée de tout jargon, tout comme les conseils stratégiques. Le but est d'influencer les politiques de développement et les orientations sectorielles afin d'améliorer la conservation, la restauration et l'utilisation rationnelle des zones humides tout en prenant appui sur les instruments politiques en vigueur.

Matériel de formation et de renforcement des capacités

Conclusions

Le matériel de formation portant sur la gestion au niveau du site semble clairement faire défaut. Le véhicule prévu à cet effet – les Manuels pour l'utilisation rationnelle – sont bien documentés mais ils sont souvent indigestes. Mais surtout, ils sont calqués sur la structure et la séquence des résolutions, au lieu de regrouper de manière logique les informations par thème, ce qui entraîne des chevauchements.

Les webinaires sont un autre type de formation ayant potentiellement un fort impact. Ils constituent un moyen économique de donner des formations en renforcement des capacités à un large public. Le GEST a produit six webinaires en anglais, espagnol et français sur différentes activités entreprises par des Parties contractantes, des partenaires et des organes liés à Ramsar. Il semble que les thèmes aient été choisis en fonction de la disponibilité et de la volonté des personnes d'organiser un webinaire plutôt qu'en se fondant sur une planification basée sur les besoins, et ils ont actuellement une faible visibilité sur la page du site web du GEST : <http://GEST.ramsar.org/GEST-publications/GEST-webinars>

Recommandations

- Reconfigurer le contenu des Manuels pour l'utilisation rationnelle en tant que ressource pour les formations résumant plus clairement les concepts de gestion des sites pour une utilisation rationnelle et d'élaboration efficace des politiques.
 - Proposition : produire une dizaine d'unités de 10-15 pages chacune.
 - Au total, elles pourraient former un manuel divisé en blocs facilement accessibles
 - Créer une présentation en Powerpoint pour chaque unité à des fins de formation
- Au cours de la prochaine période triennale, il conviendrait de déterminer plus systématiquement les thèmes des webinaires et de faire en sorte qu'ils deviennent des orientations disponibles régulièrement pour soutenir les domaines thématiques. Les webinaires proposés figurent au Tableau 3.
- Bien qu'ils ne fassent pas spécifiquement partie du « matériel d'orientation » qui entre dans le cadre de ce rapport, les ateliers régionaux peuvent jouer un grand rôle dans la formation des acteurs Ramsar au niveau national, et ils sont budgétisés au Tableau 3.
- Fournir des listes courtes (jusqu'à 3 sujets par an), détaillées et par ordre de priorité des besoins en matériels de renforcement des capacités qui émaneront du réseau de professionnels des zones humides et des Parties. Le GEST accordera un soutien pour trouver les produits et les formateurs appropriés tels que universités, collèges techniques, organisateurs de cours d'apprentissage à distance, UNESCO, PNUE, UNITAR, etc.
- Faire en sorte que les experts et le matériel de formation Ramsar soient intégrés dans les cours donnés par d'autres institutions, tels que universités, collèges, cours d'apprentissage à distance, PNUE, UNITAR, UNESCO etc. (par ex. l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau à Delft)

Fiches techniques Ramsar

Conclusion

En 2010, la Convention de Ramsar a produit une série de 10 Fiches techniques Ramsar couvrant les principaux services écosystémiques des zones humides. Bien que certaines données techniques soient obsolètes aujourd'hui, l'approche générale est valable. À la fin de 2014, les quatre premières Fiches techniques d'une nouvelle série ont paru, couvrant plusieurs questions vastes et urgentes : les avantages fondamentaux des zones humides pour l'humanité, la planification de l'utilisation rationnelle au niveau du site, la tendance alarmante à la perte de zones humides, et les actions qui peuvent être entreprises au niveau individuel.

Recommandation

- Les Fiches techniques Ramsar sont indispensables pour cibler un public plus large et il faut continuer à en publier pour soutenir le programme général Ramsar de sensibilisation aux zones humides. L'annexe II comporte une liste préliminaire de thèmes pour mettre à jour les fiches sur les services écosystémiques et éventuellement soutenir les domaines thématiques proposés pour le GEST.

4. Systèmes révisé pour soutenir les orientations

Conclusion

Tous les publics clés se connectent sur le site web Ramsar mais pas nécessairement sur la page du GEST. Les documents d'orientation ne sont pas clairement disponibles à un seul endroit du site web Ramsar.

Recommandation

- Le site web actuel de collaboration du GEST devrait être intégré au site web Ramsar
 - Ajouter une rubrique au menu des Outils en haut de la page donnant accès au contenu actuel, dans cet ordre :
 - Notes d'information Ramsar
 - Note d'orientation Ramsar
 - Rapports techniques Ramsar
 - Webinaires Ramsar
 - Manuels Ramsar pour l'utilisation rationnelle (qui deviendront des outils de formation)
 - Fiches techniques
 - L'affichage par défaut sur chaque page est un onglet comportant une liste classée par ordre de publication avec brève description, le document publié le plus récemment en tête de liste; baliser tous les documents minutieusement (titre, auteur, thème, type) dans la fonction recherche
 - Ajouter une fonction collaboration pour le partage/examen des Notes d'information et des Rapports techniques Ramsar, semblable à la fonctionnalité actuelle de la page du GEST
- Créer une base de données unique regroupant tous les AA, CN, Correspondants du GEST, OIP, projets de zones humides et autres parties prenantes

5. Créer une image de marque Ramsar claire

Conclusion

L'image de marque des documents d'orientation est souvent ambiguë – on ne peut pas toujours les attribuer clairement à Ramsar et, au fil de temps, le GEST s'est forgé sa propre identité et image de marque indépendante de la Convention de Ramsar.

Recommandation

- Élaborer une image de marque visuelle cohérente pour la Convention de Ramsar, présente sur tous les produits
- Tous les documents devraient être mis en page pas un graphiste et conserver cette apparence.

Tableau 1 : Rapports techniques Ramsar déjà publiés

Nr.	Title	Year	Text page	Ref page	Non-English		Materials supporting proposed Strategic Plan and STRP working themes	Comments
					FRA	ESP		
1	Guidelines for the rapid ecological assessment of biodiversity in coastal and marine areas	2006	33	22	yes 2010	yes 2010	Rapid biodiversity assessment methodologies and description of steps in Table 2 pp 18-19	CBD Technical Series 22 - appeared in CBD identity
2	Low-cost GIS software and data for wetland inventory, assessment and monitoring	2006	11	21	no	yes 2007	Good tool for inventory and assessment - but already outdated? Could be useful part of an overall inventory/assessment manual	Started new Ramsar Tech Report look
3	Valuing wetlands: guidance for valuing the wetland ecosystem	2006	28	16	yes 2007	yes 2007	Good examples of valuation throughout (need updating?); summary Table 5 of wetland system benefits pp. 16-17 and indicators for each Table 6 pp. 19-20; monetary valuation methods Table 10 pp. 24-25	CBD Technical Series 27 - but continues Ramsar TR look (inside pages joint with CBD)
4	A Framework for a Wetland Inventory Metadatabase	2010	7	13	no	no		Micro-audience: i.e. Ramsar Secretariat
5	A Framework for assessing the vulnerability of wetlands to climate change	2011	14	3	no	no	Exec Summary; Objectives and methods for vulnerability assessment Table 2 p.8	Also CBD Technical Series 57
6	Healthy wetlands, healthy people: A review of wetlands and human health interactions	2012	90	17	no	no	Exec Summary; Table 2.2. p 23 Ecological character overall description; Summary of health benefits of wetlands pp. 28-30; general wetland use examples throughout	Joint publication with WHO, very detailed exec summary
7	Ramsar Wetland Disease Manual: Guidelines for Assessment, Monitoring and Management of Animal Disease in Wetlands	2012	315	25	no	no	Introductory overview; Chapters 3 & 4 outline the core "to-dos"; particularly Policy-maker box on pp.45-46	Excellent example of TR that is formatted for accessibility and usability ; specific boxes for policy-makers and others for wetland managers
8	Waterbird Flyways Initiatives: Outcomes of the 2011 Global Waterbird Flyways Workshop	2012	77	36	no	no	Ch. 4 Recommendations pp. 57-73 as basis for action guidelines.	Joint report with African Eurasian Waterbird Agreement and East Asian-Australasian Flyway Partnership
9	Determination and implementation of environmental water requirements for estuaries	2012	18	9	no	no	Very high technical detail, but could form basis for a specialized Fact Sheet.	CBD Technical Series 69 but Ramsar TR branding; based largely on US, South Africa and Australian experience in estuary management

Tableau 2 : Notes d'information Ramsar

Nr.	Title	Year	Text page	Ref page	Non-English		Materials supporting proposed Strategic Plan and STRP working themes	Comments
					FRA	ESP		
1	Introduction to the Briefing Notes Series	2012	4	--	no	no	--	not relevant for re-use
2	Wetlands and water storage: current and future trends and issues	2012	8	4	yes	yes	General description of water cycle	Outlines water cycle, but draws no in-depth wetland-related conclusions
3	Avoiding, mitigating and compensation for loss & degradation of wetlands in national laws/policies	2012	8	4	yes	yes	Policy case examples of avoid-mitigate-compensate approach	Case descriptions quite general; do not get into details of policy mechanisms
4	Benefits of wetland restoration	2012	13	6	yes	yes	Arguments for wetlands restoration, including sectors that could be integrated into wise use planning	Practical list of arguments
5	Evaluating risks to Ramsar Sites from climate-change induced sea level rise	2012	4	12 Tables	no	no	Indicative statistics that show sea level rise effect on Ramsar Sites; supporting argument for use in another publication	Narrative description downplays threat.
6	Towards wise use of urban and peri-urban wetlands	2013	12	3	no	no	List of policy actions in wise use of urban wetlands.	Practical list of policy actions

Tableau 3 : Scénario possible pour les documents d’orientation de la période triennale 2016-18

Le tableau ci-dessous présente un scénario possible pour les documents d’orientation pour la période triennale, compte tenu du projet de résolution proposé pour le GEST, et en présumant que les domaines thématiques du GEST sont adoptés. Cette liste pourrait être profondément remaniée sur la base des apports/décisions de la COP.

A. Thematic area related guidance			
Methodologies/tools to monitor Ramsar Sites including surveying, mapping and inventory		Climate change and wetlands: methodologies for carbon capture	
RTR <i>not required</i>		RTR The why and how of carbon capture and storage	
Ramsar Policy Brief Policy measures and rationale for wetland monitoring		Ramsar Policy Brief Policies to promote wetlands as tool carbon capture	
Ramsar Briefing Note: Practitioners 2 BNs Surveying/mapping/ inventory and monitoring		Ramsar Briefing Note: Practitioners How-tos of carbon capture	
Ramsar Fact Sheets <i>not required</i>		Ramsar Fact Sheets How wetlands in carbon capture	
Training 4 Regional workshops 3 webinars in 3 languages		Training 1 webinar in 3 languages	
Best practices for developing and implementing management plans for protected areas/Ramsar Sites		B. General guidance not related to thematic areas	
RTR <i>not required</i>		Ramsar Fact Sheets 18 Fact Sheets covering wetland services/ad hoc requests	
Ramsar Policy Brief <i>not required</i>		Ramsar Wise Use Handbooks Overhaul of Handbooks into more training-oriented format	
Ramsar Briefing Note: Practitioners Material from Handbook 18 plus life cycle management		Provision of database for guidance Integrate STRP collaboration function on website	
Ramsar Fact Sheets <i>Already covered in Fact Sheet 2</i>		Integrate public-facing Guidance section on website	
Training 4 Regional workshops 1 webinar in 3 languages			
Methodologies for valuation of goods and services of wetlands		Estimated unit prices by type of guidance product	
RTR Update, new layout of RTR 3		Estimate for authoring, editing, translation, layout and small printing qty per item (CHF)	
Ramsar Policy Brief Valuation of wetlands (overview all types)		Ramsar Technical Report	33.500
Ramsar Briefing Notes: Practitioners 4 notes for marine/coastal wetland types 4 notes for inland wetland types		Ramsar Briefing Note	13.000
Ramsar Fact Sheets Valuation of wetlands (overview all types)		Ramsar Policy Brief	9.000
Training 4 Regional workshops 2 webinars in 3 languages each		Ramsar Fact Sheet	6.000
		Regional Workshop	25.000 <i>assumes partner support</i>
Balancing wetlands conservation and development: infrastructure, urbanization and agriculture			
RTR <i>(not required)</i>			
Ramsar Policy Brief RPB aimed at urban policy makers RPB aimed at agricultural policy-makers			
Ramsar Briefing Note: Practitioners How-tos of successful urban wetlands How-tos of wetland and agriculture balance			
Ramsar Fact Sheets Urban wetlands Wetlands and agriculture			
Training 4 Regional workshops w urban/agricultural break-outs 2 webinars in 3 languages each			

Annexe E1 : Proposition de révision des lignes directrices pour les auteurs

Cette proposition reprend les lignes directrices utilisées par les auteurs pour y ajouter quelques points spécifiques et donner la structure des Rapports techniques Ramsar et des Notes d'information.

Lignes directrices pour les auteurs d'orientations Ramsar

Introduction

Merci d'avoir consenti à rédiger des orientations Ramsar à l'usage des décideurs et des praticiens œuvrant dans les zones humides. Ces lignes directrices doivent vous aider à rédiger et structurer vos Notes d'information et les Rapports techniques Ramsar de façon à avoir un impact maximum sur le lecteur.

Lignes directrices générales

Utiliser un langage simple

Veillez utiliser un langage aussi clair que possible sans trop simplifier le contenu scientifique ou technique. Pour toutes les publications, nous voulons des textes brefs et accessibles, ce qui peut s'avérer extrêmement difficile quand il s'agit de traiter d'un sujet complexe. Cependant, la publication paraîtra dans les trois langues de la Convention (anglais, espagnol et français), il est donc important que le texte soit succinct et facile à comprendre. L'épreuve de vérité pour savoir si la pensée est limpide et si le phrasé est simple, est : le document est-il facile à traduire ?

Notez que votre texte peut être modifié à des fins de clarification avant la traduction et la mise en page.

Garder le groupe cible à l'esprit

Le matériel que vous rédigez s'adressera à un groupe cible clairement défini. Tenez compte de ses perspectives quand vous préparez le document, quand vous structurez vos arguments, apportez des études de cas et proposez des actions pour remédier à la situation.

Présenter les choses sous l'angle de l'action

Dans la mesure du possible, plutôt que de simplement décrire une situation donnée, essayez de tirer les conclusions de ce qu'un résultat spécifique peut signifier pour un public particulier. Il faudrait inclure :

- Des listes de choses à ne pas oublier et d'actions à mener – si nécessaire séparer les deux listes si votre document a deux groupes cibles différents
- Des études de cas récentes qui s'appliquent à la situation du groupe-cible; dans l'idéal, inclure des exemples qui peuvent être transférés à d'autres groupes dans une situation similaire, ainsi que des exemples tirés de différents contextes géographiques.

Passer du temps à préparer le résumé analytique

Après avoir achevé le document, rédiger un résumé analytique général (pour les Notes d'information, cela correspond à la section des messages clés et des recommandations) présentant les principaux arguments, les conclusions et, le cas échéant, les actions suggérées. Ce résumé sera la partie la plus importante de votre document, celle qui a les meilleures chances d'être lue et utilisée, et qui pourrait être le document de base d'une Fiche technique plus courte. Il vaut donc la peine de

passer du temps et de faire des efforts pour s'assurer que cette section se distingue totalement du reste du texte. La personne qui lit ce résumé doit pouvoir se faire une idée générale de ce que contient le document.

S'en tenir au nombre limite de pages

Le texte d'une Note d'information ne devrait pas dépasser les 10 pages. Un Rapport technique Ramsar ne devrait pas faire plus de 40 pages, même si dans ce cas il faut faire preuve de souplesse si le sujet doit être approfondi davantage.

Structurer clairement – mais réduire le formatage en Word au minimum

La version finale de votre document sera mise en page par un professionnel; il faut donc que vous structuriez clairement votre document en Word en termes de sections et de chapitres. Le graphiste s'efforcera de reprendre cet ordre et cette structure dans le document final.

Par contre, garder le *formatage* aussi simple que possible, une fois encore parce que la mise en page finale n'aura pas exactement la même apparence que votre document en Word. Ne pas oublier lorsque vous formatez votre copie :

- Désactiver les puces et numéros automatiques avant de commencer votre document – s'ils sont déjà dans le document, passez le en revue et désactivez-les tous
- Interlignage simple
- Formatage du paragraphe : espace 0 (zéro) avant et après le paragraphe
- Utiliser un retour manuel/entrée pour séparer les paragraphes
- Police : la police n'est pas spécifiée car le document final sera mis en page par un graphiste. Cependant, pour vos collègues ou pour ceux qui feront des commentaires sur votre brouillon, n'oubliez pas qu'une police avec empattement comme Times New Roman ou Cambria facilitera la lecture d'un long texte. Les polices sans empattement comme Arial sont plus fatigantes à lire.
- Taille de la police : de préférence 11pt pour le corps du texte
- Titres/sous-titres : utiliser les caractères gras et/ou les italiques et/ou une numérotation pour séparer les niveaux de titres. Ne pas utiliser les formats proposés dans le menu ou une numérotation automatique des titres.
- N' « enrroulez » pas le texte autour des diagrammes ou des tableaux
- Pas de légendes automatiques pour les diagrammes et les tableaux et pas de références croisées du texte principal vers les légendes des diagrammes et des tableaux.

Graphiques et tableaux

Les versions brutes ne posent pas de problème – le responsable de la documentation peut les recréer à l'aide d'Adobe Illustrator si nécessaire. Pour les graphiques, fournir un tableur avec les chiffres utilisés pour créer l'image originale, de sorte que le graphique puisse être recréé si nécessaire. Dans l'idéal, fournir l'image et la légende séparément pour faciliter la traduction.

Pour les graphiques tirés d'autres publications a) indiquer la source dans la légende; b) dire à qui revient le droit d'auteur, de sorte que le Secrétariat puisse obtenir une autorisation de publication. Faire en sorte que les tableaux soient aussi simples que possible – il sera plus facile de les transférer dans les logiciels de publication.

Images

Les photos qui sont adaptées à votre sujet et/ou qui décrivent le contexte sont appréciées. Avant de nous les fournir, assurez-vous que le photographe est d'accord que Ramsar utilise les images dans une publication. Les photos doivent être soumises en haute résolution, en format jpeg ou tiff.

Veillez fournir toutes les informations requises par le photographe en termes de crédit ou de légende.

Format standard des références

Veillez utiliser le style standard des exemples ci-dessous. Si possible, donner les adresses internet, surtout pour la documentation parallèle. Vérifiez les citations dans le texte par rapport à la liste de références avant de soumettre la version finale au Secrétariat. Vérifiez aussi que chaque hyperlien vers un site de téléchargement marche quand vous envoyez votre version finale au Secrétariat.

- ✓ Abd El Samie, S. & Sadek, M. 2001. Groundwater recharge and flow in the Lower Cretaceous Nubian Sandstone aquifer in the Sinai Peninsula, using isotopic techniques and hydrochemistry. *Hydrogeology Journal* 9: 378-389.
- ✓ Acreman, M.C. 2001. Ethical aspects of water and ecosystems. *Water Policy Journal* 3: 257-265.
- ✓ Acreman, M.C. 2003. Case studies of managed flood releases. *World Bank Water Resources and Environmental Management Best Practice Brief No 8*. World Bank, Washington DC.
- ✓ Acreman, M.C., King, J., Hirji, R., Sarunday, W., Mutayoba, W. 2006 Capacity building to undertake environmental flow assessments in Tanzania. *Proceedings of the International Conference on River Basin Management, Morogorro, Tanzania, March 2005*. Sokoine University, Morogoro. Disponible à : http://www.iwmi.cgiar.org/Research_Impacts/Research_Themes/BasinWaterManagement/RIPARWIN/Outputs.aspx

Structure des Notes d'information Ramsar

Veillez vous appuyer sur la structure ci-dessous pour préparer votre projet de document en Word. Une fois le texte finalisé, il sera mis en page en format Note d'information Ramsar, lequel comprend de nombreux encadrés et colonnes.

Veillez *ne pas placer* votre texte dans les encadrés en Word! Contentez-vous d'indiquer le début et la fin des encadrés en écrivant le texte (EN MAJUSCULE) et entre parenthèses.

TITRE DE LA NOTE D'INFORMATION :

COORDONNÉES DES AUTEURS :

BUT DE LA NOTE D'INFORMATION : (entre 50-70 mots)

INFORMATIONS GÉNÉRALES : (entre 70-90 mots)

DOCUMENTS CONNEXES : (donner la liste des articles utiles ou des références aux orientations en vigueur de Ramsar)

{INTRO PARA FRONT PAGE} :

{HEADING} PRINCIPAUX MESSAGES ET RECOMMANDATIONS :

{HEADING 1}:

{SUBHEADING 1}:

{SIDEBOX 1 –START: HEADING}- {SIDEBOX 1-END}

{SIDEBOX 2 –START: HEADING}-{SIDEBOX 2-END}

{SIDEBOX N.XX-START}-{SIDEBOX N.XX-END}

{IMAGE 1};{©CREDITS & CAPTION }

{IMAGE 2};{©CREDITS & CAPTION }
{HEADING 2}:
{SUBHEADING 2}:
{HEADING XX}:
{SUBHEADING XX}:
RÉFÉRENCES :
AVERTISSEMENTS :

Structure des rapports techniques Ramsar

Veillez utiliser les indications et la structure générale ci-dessous ci-dessus lors de l'élaboration du projet de document en Word. Une fois achevé, le texte sera mis en page en format rapport technique Ramsar.

Veillez ne pas placer votre texte dans les encadrés en Word! Contentez-vous d'indiquer le début et la fin des encadrés en écrivant le texte (EN MAJUSCULE) et entre parenthèses.

TITRE DU RAPPORT TECHNIQUE :
COORDONNÉES DES AUTEURS :
BUT DU RAPPORT TECHNIQUE : (entre 50-70 mots)
INFORMATIONS GÉNÉRALES : (entre 70-90 mots)

{HEADING} RÉSUMÉ ANALYTIQUE : résumé de 1-5 pages regroupant les principales conclusions et recommandations figurant dans le document

{CHAPTER TITLE}:
{CHAPTER SUMMARY} : résumé analytique non technique comprenant toutes les informations figurant dans ce chapitre

{HEADING 1}:
{SUBHEADING 1}:
{SIDEBOX 1 –START: HEADING}- {SIDEBOX 1-END}
{SIDEBOX 2 –START: HEADING}-{SIDEBOX 2-END}
{SIDEBOX N.XX-START}-{SIDEBOX N.XX-END}

{IMAGE 1};{©CREDITS & CAPTION }
{IMAGE 2};{©CREDITS & CAPTION }

{HEADING 2}:
{SUBHEADING 2}:
{HEADING XX}:
{SUBHEADING XX}:
TABLEAUX:

RÉFÉRENCES:
ANNEXES:
AVERTISSEMENTS:

Inclure des listes de contrôle à l'usage des décideurs et des praticiens œuvrant dans les zones humides.

Structure des Fiches techniques Ramsar

La Fiche technique Ramsar s'adresse au grand public. Le ton doit être plus léger que pour les Rapports techniques et les Notes d'information Ramsar, et la longueur de ces fiches ne devraient pas dépasser deux pages, avec un maximum de 650 mots.

Annexe E2 : Thèmes proposés pour les Fiches techniques Ramsar :

Coraux

Tourbières

Indicateurs de biodiversité Birdlife

Présentation de Ramsar /avantages liés à l'inscription des Sites

Politiques régionales/nationales appliquées aux zones humides couronnées de succès

Que peut faire 1 million de dollars pour les zones humides

Avantages des zones humides : nappe phréatique/purification de l'eau

Avantages des zones humides : lutte contre les inondations

Avantages des zones humides : protection côtière

Avantages des zones humides : loisirs/tourisme

Avantages des zones humides : moyens d'existence

Avantages des zones humides : approvisionnement alimentaire

Avantages des zones humides : biodiversité

Évaluation des zones humides

Concilier conservation des zones humides urbaines et développement

Concilier conservation des zones humides rurales et développement agricole

Piégeage/stockage du carbone dans les zones humides

(Autres thèmes à la demande ponctuelle des Parties)

Annexe E3 : Représentation graphique des orientations du GEST de Ramsar

